



Explosions nucléaires françaises dans le Sud algérien

# DES CRIMES TOUJOURS À L'ORDRE DU JOUR

Page 2

LE JEUNE

N° 7818—JEUDI 18 FÉVRIER 2024

# INDÉPENDANT

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net

6<sup>e</sup> région militaire  
REDDITION DE DEUX  
TERRORISTES

Page 24

PROTECTION DE LA PRODUCTION NATIONALE

# UN ENJEU MAJEUR

*La protection de la production nationale constitue une priorité pour les pouvoirs publics, l'objectif étant de promouvoir la production locale pour répondre à la demande nationale et, par ricochet, limiter les importations. C'est dans cette optique que s'est tenue la réunion du Haut Conseil de régulation des importations, qui a passé en revue la situation générale du commerce extérieur.*

Page 3



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

## Le rôle pivot de l'innovation

Page 4

AGRICULTURE À GHARDAÏA

## Entre encouragement et sécheresse

Page 5

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DE LIGUE 1 (17<sup>e</sup> JOURNÉE)

## Tranquille, le MC Alger ?

Page 11

Une plate-forme numérique au service des enseignants

**LE MINISTÈRE** de l'Éducation nationale a lancé une nouvelle plate-forme en ligne, intitulée « Espace des enseignants ». Celle-ci offre à ces derniers la possibilité de bénéficier de divers services en ligne. Dans le cadre de la modernisation continue du secteur éducatif, le département de Abdelhakim Belabed a mis au service des enseignants un portail numérique

(Ostad.education.gov.dz), visant à faciliter la vie professionnelle des professeurs, et ce en leur offrant une variété de services accessibles à distance.

La plate-forme « Espace des enseignants » propose un large éventail de services aux enseignants, sans avoir à se déplacer aux bureaux de l'administration. Elle permet de faciliter le processus de demande de mutation pour les enseignants et de s'informer, par la suite, des résultats.

Les enseignants peuvent accéder aux dernières nouvelles sur les formations et communiquer avec leurs collègues. Elle leur offre aussi la possibilité de participer à des séminaires et des formations diverses.

Le portail en question est conçu comme un guichet permettant à cette catégorie de fonctionnaires de gérer électroniquement divers aspects administratifs et pédagogiques. Elle permet l'accès aux documents administratifs (certificat de travail, bulletin de salaire, etc.), aux documents pédagogiques (téléchargement de mémoires, progression annuelle, etc.), aux groupes éducatifs (affichage et impression des listes de groupes d'élèves, envoi de remarques pédagogiques directement aux parents via leur espace dédié, saisie des notes, etc.). Les enseignants peuvent également soumettre leurs diverses préoccupations par messagerie directe à l'entité concernée.

Parmi les services proposés, le ministère cite également l'envoi de commentaires pédagogiques aux parents, et bien d'autres fonctionnalités. Il convient de noter que le processus d'inscription est simplifié.

Pour s'inscrire sur cette plate-forme, l'enseignant doit obtenir un certificat de travail portant un numéro d'identification unique, tamponné et signé par le directeur de l'établissement éducatif. Ensuite, l'enseignant doit accéder au site Web <https://ostad.education.gov.dz>, s'inscrire sur le site, imprimer le formulaire et le remettre au directeur de l'établissement pour activer le compte de l'enseignant sur ce site.

Ces développements représentent une étape significative vers la modernisation de l'accès aux services éducatifs en Algérie, offrant aux enseignants des outils précieux pour améliorer leur expérience professionnelle et leur engagement pédagogique.

**Lynda Louifi**

EXPLOSIONS NUCLÉAIRES FRANÇAISES DANS LE SUD ALGÉRIEN

## Des crimes toujours à l'ordre du jour

*Le dossier des explosions nucléaires françaises dans le Sud algérien jouit d'un grand intérêt auprès des hautes autorités du pays, au sein des dossiers de la mémoire nationale. C'est ce qu'a affirmé le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga.*

**M.** Rebiga a indiqué que ce dossier ne concerne pas uniquement l'Algérie, car le 20<sup>e</sup> siècle a connu plusieurs explosions nucléaires à travers différentes régions du monde et l'Algérie n'a pas été épargnée. Animant une conférence depuis Adrar autour « des crimes nucléaires français en Algérie », dans le cadre de la commémoration du 64<sup>e</sup> anniversaire des explosions nucléaires françaises en Algérie, le ministre a rappelé le lancement du projet français de fabrication d'armes de destruction massive qui s'est concrétisé le 13 février 1960, en procédant à la 1<sup>re</sup> explosion nucléaire dans la région de Hamoudia à Reggane au Sud d'Adrar.

Une date qui reste gravée dans la mémoire des générations successives et que même le bourreau se remémore, citant à ce propos la déclaration de l'ancien Président français, François Hollande que les essais nucléaires de Reggane étaient de véritables explosions dévastatrices et non des essais.

M. Rebiga a rappelé les efforts des hautes autorités du pays en vue de traiter le dossier des explosions nucléaires françaises en Algérie, étant un des dossiers importants de la mémoire nationale dont le traitement se fait selon une approche algérienne fondée sur une action commune entre les deux pays. Il a également évoqué les retombées négatives de ces explosions nucléaires sur les habitants de la région, ajoutant que l'Algérie se réfère à l'approche africaine des pays ayant souffert de affres de la colonisation et à la vision adoptée pour traiter de tels dossiers.

M. Rebiga a fait observer que le traitement des dossiers de la mémoire, y compris des explosions nucléaires, est un travail initié par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers la mise en place d'une commission de cinq experts spécialisés pour examiner les dossiers de la mémoire: les archives, les exilés, les déportés, les explosions nucléaires et la restitution des crânes des



martyrs, affirmant que son secteur apporte son aide à cette commission pour le travail remarquable qu'elle accomplit.

Le ministre a expliqué que l'approche de traitement du dossier de la mémoire reposait sur l'orientation des hautes autorités du pays en vue de traiter tous les dossiers liés à la mémoire de 1830 à 1962. Cette approche, a-t-il ajouté, est fondée sur le principe de reconnaître puis de s'excuser et de réparer le préjudice, une approche adoptée par l'Algérie et qu'elle a en partage avec les pays africains et les pays concernés.

La stratégie de préservation de la Mémoire nationale s'appuie, ajoute le ministre, sur plusieurs principaux axes, comprenant les célébrations et commémorations des événements historiques, l'écriture, l'édition, les œuvres audiovisuelles, l'utilisation de la technologie moderne et sa mise au service de la Mémoire

nationale, la prise en charge sociale de la catégorie des moudjahidine et des ayants-droit, et du peuple qui a adhéré à la Révolution et au projet d'édification. Il s'agit là d'approches qui permettent d'adopter différentes méthodes pour la préservation de cette Mémoire nationale qui constitue un legs et un serment fait aux chouchada.

Par ailleurs, le ministre a fait savoir que des actions étaient en cours de concrétisation au niveau des organismes sous tutelle, à l'instar du Centre national des études et recherches sur le mouvement national et la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 (CNERMN 54) qui coordonne ses travaux avec les différents centres de recherche à travers le territoire national, avec le recensement de 22 laboratoires dédiés à la recherche en histoire nationale contemporaine et moderne.

**Hachemi B.**

### CRÉATION DE ZONES FRANCHES

## Renforcer l'attractivité des régions frontalières

**LA CRÉATION** de zones franches vise à insuffler le développement socio-économique au niveau des régions frontalières, rendant ces territoires attractifs pour la population locale et l'investissement. C'est ce qu'a déclaré, hier, Madjid Saâda, directeur général de l'aménagement et de l'attractivité du territoire au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Le responsable du ministère de l'Intérieur a relevé que la création de ces zones franches au niveau des frontières avec la Mauritanie, le Niger, le Mali, la Tunisie et la Libye annoncé par le président de la République lors de la réunion du Nepad va, en plus de l'amélioration des conditions de vie du citoyen, contribuer à dynamiser le commerce transfrontalier. Il a annoncé que « des plates-formes logistiques seront créées dans ces zones pour moderniser et développer les échanges commerciaux », soulignant que « les zones frontalières représentent une partie géostratégique du territoire national ».

L'un des axes les plus importants est le développement endogène et l'ouverture vers les pays voisins, ainsi que l'amélioration des échanges commerciaux et faire des plates-formes logistiques plus modernes et plus exigeantes en matière de développement. Le responsable du ministère de l'Intérieur a souligné que l'exemple de la coopération avec la Tunisie pourrait faire office de modèle à suivre.

Il a rappelé, à ce sujet, que lors de la 1<sup>re</sup> ses-

sion de la commission bilatérale pour le développement et la promotion des régions frontalières algéro-tunisiennes, tenue les 29 et 30 janvier dernier à Alger et présidée par les deux ministres de l'Intérieur algérien et tunisien, une feuille de route a été tracée. Cette feuille de route sera déclinée en projets au niveau des territoires des deux côtés, avec une rencontre d'évaluation tous les six mois. En plus de la création de zones franches, il est également question de développer les échanges commerciaux et d'expériences dans la lutte contre les incendies de forêt et la gestion des risques majeurs au niveau des cinq wilayas frontalières algériennes avec les sept wilayas tunisiennes.

L'objectif principal de la création de ces zones consiste à améliorer les conditions de vie du citoyen et à rendre ces territoires attractifs, aussi bien pour la population locale que pour l'investissement.

En outre, Madjid Saâda a expliqué que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a engagé l'élaboration d'études pour les 9 zones frontalières définies par le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT). Il s'agit de trois dans les Hauts Plateaux, trois dans le Nord et trois dans le Sud. Il a affirmé que « le diagnostic montre que les zones frontalières accusent un retard de développement, notamment dans le sud du pays ». « Cette problématique est prise en charge à travers le programme de développement des

zones d'ombre engagé par le président de la République », a-t-il précisé.

Il a conforté ces propos en assurant que 1 563 zones d'ombre ont été identifiées et définies au niveau des zones frontalières. Suite à ce constat, il a été décidé d'y réaliser 8 835 projets, financés avec une enveloppe dépassant les 156 milliards de dinars. Le responsable a souligné qu'à l'heure actuelle, 5 865 projets ont été achevés pour un montant de plus de 94 milliards de dinars. Précisant que « ces projets, en lien avec l'accès à l'eau potable, l'éducation ou la santé, ont sensiblement amélioré les conditions de vie de la population locale ».

M. Saâda a relevé les différences de développement et de potentialités entre les différentes zones frontalières. Il a ainsi mis en relief le fait que celles situées dans le Nord sont caractérisées par un développement assez rapide et possèdent un fort potentiel agricole, tandis que dans les Hauts Plateaux, elles se prêtent plutôt à l'élevage. Quant aux régions du Sud, elles offrent des opportunités pour le développement des activités minières et touristiques. La priorité pour l'Etat est, selon le représentant du ministère de l'Intérieur, l'amélioration des conditions de vie afin de, notamment, stabiliser les populations sur place, créer de micro-zones industrielles et d'activités, de désenclaver ces zones et d'accompagner les jeunes diplômés, d'améliorer les ressources locales.

**Sihem B.**

## PROTECTION DE LA PRODUCTION NATIONALE

## Un enjeu majeur

*La protection de la production nationale constitue une priorité pour les pouvoirs publics, l'objectif étant de promouvoir la production locale pour répondre à la demande nationale et, par ricochet, limiter les importations. C'est dans cette optique que s'est tenue la réunion du Haut Conseil de régulation des importations, qui a passé en revue la situation générale du commerce extérieur.*

Présidée par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, cette réunion a été consacrée à l'examen et à la proposition des mécanismes et des mesures devant protéger et promouvoir la production nationale dans l'objectif de la substituer aux importations. C'est ce qu'a indiqué un communiqué des services du Premier ministre, sans pour autant en dire plus sur les mesures prises dans ce sens. D'aucuns estiment qu'un renforcement de l'arsenal juridique de protection de la production nationale, déjà mis sur pied, devrait être renforcé à travers l'instauration de nouveaux mécanismes de protection.

Lors de cette réunion, il a été aussi question de l'évaluation des données relatives à la balance commerciale, en plus de l'examen des grands axes de la politique nationale en matière d'importations.

L'importance de renforcer la coordination entre les secteurs en vue de leur régulation a également été soulignée lors de cette réunion, et ce notamment à travers « le développement du système informatique et du système statistique du tissu de production nationale », outre « l'accélération du processus de numérisation, en application des instructions du président de la République, données lors de la cérémonie d'installation du Conseil en date du 2 août 2023 », a-t-on indiqué.

Comme son nom l'indique, la régulation des importations constitue la mission principale assignée au Conseil, sachant que les importations ont engendré, durant de longues années, une érosion importante des réserves de change du pays. Plusieurs mécanismes et instruments ont



ainsi été actionnés pour stopper, ou du moins freiner le phénomène du « tout import ». Présidé par le Premier ministre ou le Chef du gouvernement, selon le cas, le Conseil regroupe les ministres de plusieurs départements ministériels. Il s'agit des ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de l'Industrie, de l'Agriculture, de la Justice, des Finances, de l'Energie et des Mines, de la Numérisation et des Statistiques, de la Poste et des Télécommunications, du Commerce et de la Promotion des exportations, des Transports, du Tourisme et de l'Artisanat, de l'Environnement, de la Pêche. Le secrétaire général du ministère de la Défense

nationale, du président du Conseil national économique, social et environnemental, du Gouverneur de la Banque d'Algérie, du directeur général des douanes et du président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers font aussi partie de la composante du Conseil de régulation des importations, lequel peut consulter tout organe et/ou toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

Le Conseil est chargé de déterminer et d'orienter la politique appliquée en matière de régulation des importations, d'examiner et de proposer toute mesure visant la régulation des importations, de propo-

ser les mesures visant à protéger la production nationale pour la substituer aux importations, de proposer des mesures pour améliorer le système d'information lié à la détermination des besoins du marché national, de proposer des mesures visant la lutte contre les pratiques commerciales illicites lors de l'importation.

Une évaluation périodique des données liées à la balance commerciale est aussi réalisée par le Conseil, qui est appelé à présenter au président de la République un rapport annuel sur son activité ainsi que sur l'évaluation de l'exécution des mesures proposées.

Lilia Aït Akli

## CHANGEMENT CLIMATIQUE ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN DÉBAT À L'ONU

## L'Algérie appelle à une action urgente

**LES CAUSES** profondes de l'insécurité alimentaire dans le monde, le dysfonctionnement dans le système de production et de la chaîne d'approvisionnement ainsi que l'impact du changement climatique ont été mis en exergue par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa.

Lors de son allocution à l'occasion de sa participation en qualité de représentant de l'Algérie au débat public de haut niveau au Conseil de sécurité des Nations unies sur « Les effets des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales », le ministre a souligné l'impératif de « s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire en identifiant les points faibles et en remédiant collectivement aux dysfonctionnements dans le système de production et de la chaîne d'approvisionnement ».

Pour concrétiser ces nécessités, le ministre a appelé au renforcement de la croissance

économique globale, à lutter contre la pauvreté et l'inégalité, à promouvoir la bonne gouvernance et à faciliter l'accès des produits agricoles des pays du Sud aux marchés mondiaux, et ce en levant les obstacles commerciaux.

La délégation algérienne a proposé des mesures, à l'instar de « la relance des mécanismes de prévention et de résolution des conflits en prenant les mesures proactives pour les empêcher et en s'attaquant à leurs racines », afin d'atténuer les risques des changements climatiques et de renforcer la stabilité à long terme.

Aussi, l'accent a été mis sur l'encouragement des pratiques agricoles durables, le renforcement de la préservation des eaux et la gestion des ressources naturelles de manière rationnelle, ceux-ci étant des facteurs cruciaux contribuant à forger la résilience des sociétés et des écosystèmes face aux changements climatiques.

Dans le même sens, la délégation algérienne a insisté sur le renforcement de la

coopération internationale, à travers l'établissement de partenariats multilatéraux, visant à échanger la connaissance et les ressources, le soutien aux organisations internationales, à l'instar de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), outre le renforcement de la coopération en matière de stratégies d'atténuation des répercussions des changements climatiques.

M. Cherfa a également appelé à « œuvrer à trouver des mécanismes permettant notamment aux pays en voie de développement de mobiliser un soutien financier suffisant, tout en renforçant les opportunités de créativité, de recherche scientifique et de développement dans les domaines agricoles ayant trait aux changements climatiques et aux systèmes d'alerte précoce ».

Par ailleurs, le représentant de l'Algérie

s'est félicité de l'initiative du Conseil de sécurité portant tenue de ce débat, à travers lequel il vise à augmenter le niveau de conscience collective et à tirer la sonnette d'alarme sur la corrélation entre les phénomènes du changement climatique, la sécurité alimentaire et les conflits, affirmant que le changement climatique est susceptible d'aggraver les menaces auxquelles font face les Etats.

Il a, à cet égard, souligné que la hausse des températures et les changements climatiques sont des facteurs qui entravent la production agricole et provoquent le déplacement forcé des habitants, et exacerbent la concurrence pour les ressources vitales telles que l'eau et la terre, alimentant en même temps les conflits et l'instabilité, notamment dans les régions fragiles et affectées par les conflits, ce qui nuit à la stabilité et à la sécurité des pays du Sud et aggrave les disparités en termes de croissance.

A ce propos, M. Cherfa a rappelé les efforts de l'Algérie visant à réunir toutes les conditions nécessaires au développement et à la pérennité des systèmes alimentaires ainsi qu'à la construction d'un secteur agricole durable, et ce à travers le développement des branches stratégiques, l'introduction des énergies renouvelables dans le domaine de la production agricole, la valorisation des ressources génétiques ainsi que le développement des souches résistantes et compatibles avec les changements climatiques.

Rim Boukhari

## ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE ATTAFF - BLINKEN

## La situation à Gaza au centre des discussions

**LE MINISTRE** des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, hier, un appel téléphonique du Secrétaire d'Etat américain, M. Antony Blinken, a indiqué un communiqué du ministère des AE.

Les échanges ont « particulièrement porté sur les derniers développements de la situation à Gaza et sur les efforts diplomatiques déployés par l'Algérie au Conseil de sécurité dans le but de don-

ner un effet exécutoire aux mesures provisoires prononcées par la Cour Internationale de Justice », est-il précisé dans le communiqué. L'entretien entre les deux responsables « Cet entretien s'inscrit dans le cadre de la concertation régulière que les deux ministres se sont engagés à maintenir entre eux sur les grandes questions internationales et régionales d'intérêt commun », a précisé la même source.

M. B.



## SITUATION DE L'INVESTISSEMENT

Une mission parlementaire à Médéa

**UNE MISSION** parlementaire composée des membres de la commission des affaires économique et financière du Conseil de la nation conduite par Miloud Hanafi, s'est rendue, mardi, dans la wilaya de Médéa où elle s'est enquis sur la situation de l'investissement et l'avancement de l'opération de numérisation des services des impôts, du cadastre et des domaines publics. Dans son intervention, le Wali, Djahid Mous, expliquera que les efforts se sont focalisés sur l'assainissement du foncier industriel dont les assiettes dégagées ont été affectées à l'investissement via la plateforme de l'Agence nationale de développement, et ce, à l'issue d'un travail de recensement des excédents fonciers disponibles au niveau des zones industrielles, du parc industriel, des zones d'activités et à l'intérieur des périmètres urbains.

Le président de la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, Miloud Hanafi, a déclaré que la mission a pour but de se rendre compte de la situation de l'investissement et de l'état de développement local dans le cadre du travail de complémentarité entre les deux chambres du Parlement et de l'exécutif de wilaya. Brossant un tableau général sur la situation de l'investissement dans la wilaya, le directeur de l'industrie, Atef Boukerch, a mis en exergue l'importance de l'infrastructure de base que compte la wilaya à travers la densification de son réseau routier et la réalisation de nombre d'ouvrages d'art. Le même responsable donnera les chiffres relatifs à l'état du foncier économique disponible après la mise en exécution de l'arrêté du wali portant récupération des assiettes accordées à des investisseurs non sérieux.

C'est ainsi qu'il a été procédé au traitement de 31 projets et à la levée des entraves sur 62 autres projets afin de leur permettre d'entrer en production, la remise de 15 autorisations d'exploitation, 2 autorisations de création, 8 attestations de création et 10 permis de construction et d'aménagement. Outre les projets mis en exploitation qui ont permis de générer 1343 postes de travail dont 943 emplois dans le seul secteur de l'industrie et l'encouragement des projets de création de start-up innovantes et génératrices d'emploi, les efforts ont permis d'aménager des mini-zones d'activités dans la zone des Hauts-Plateaux par le biais d'un financement consenti sur le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales.

Après avoir visité le siège du centre de proximité des impôts où ils se sont enquis sur l'état d'avancement de la numérisation des services, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, la commission s'est aussi rendue aux sièges de la direction des domaines de l'Etat et de la direction du cadastre.

Nabil B.

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

# Le rôle pivot de l'innovation

L'apport des nouvelles technologies et l'implication des start-up dans la transition énergétique que l'Algérie a amorcée ont été mis en exergue par des experts lors d'une journée d'étude, sous le thème «Promouvoir la durabilité du secteur de l'énergie en Algérie grâce à l'innovation et à la technologie».



L'importance, voire la nécessité, d'introduire les nouvelles technologies dans la réalisation des projets liés à la transition énergétique a été soulignée lors cette journée d'étude, organisée avant-hier à Alger en présence d'experts dans le secteur énergétique et les start-up. Dans ce sens, le directeur général adjoint technique de l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP), filiale de Sonatrach, Fateh Eddine Mouassi, a souligné le rôle que peuvent jouer ces entreprises innovantes. «Nous avons eu une première

expérience en recourant aux services d'une start-up dans le domaine des études d'engineering, et nous en sommes satisfaits», a-t-il indiqué.

«L'entreprise encourage ces start-up à se développer, étant prête à examiner toutes les demandes et les services de ces dernières pour les intégrer dans nos projets de réalisation», a-t-il affirmé, et ce conformément aux orientations des pouvoirs publics.

Cette rencontre a aussi été une occasion pour les start-up présentes, actives dans le secteur, à l'instar de la start-up Biofer-Tech, spécialisée dans le

recyclage massif des rejets industriels et miniers, d'exposer leur savoir-faire aux différents opérateurs et responsables.

Par ailleurs, l'importance d'opter pour un mix énergétique, fossile-renouvelable, compte tenu du potentiel dont dispose le pays pour une transition graduelle, a été soulignée lors de cette journée d'étude. «Il est important pour l'Algérie de privilégier l'exploitation et le mix énergétique vu que le pays dispose d'énormes ressources de gaz, en sus de l'existence des infrastructures permettant à transporter l'hydrogène après

la phase de production. Donc, il va y avoir un mix hybride entre le gaz et l'hydrogène à court et moyen terme», a indiqué Mohamed Ben Nezzar, P-DG de l'entreprise nationale de forage ENAFOR.

En outre, le project manager du projet Taqathy au niveau de l'entreprise allemande GIZ, présente en Algérie, Stephen Draexler, a mis en avant le potentiel incroyable dont dispose l'Algérie, qui devrait être exploitée à l'avenir pour faire du pays l'un des acteurs les plus importants au monde dans ce domaine.

Rim Boukhari

## 18<sup>e</sup> EDITION DU SALON SIPHAL

# Les enjeux de l'industrie pharmaceutique en débat

**LA 18<sup>e</sup> ÉDITION** du Salon international de la pharmacie en Algérie (SIPHAL 2024) s'est ouverte, hier, au Palais des expositions de la Safex, à Alger, avec la participation de près de 160 exposants nationaux et internationaux.

Le directeur du Salon, Yacine Louber a affirmé, lors d'une conférence de presse, tenue à l'ouverture du salon, que le SIPHAL est devenu un «rendez-vous annuel incontournable», qui permet de mettre en relief les synergies entre les acteurs de l'industrie pharmaceutique, visant à promouvoir ce secteur névralgique dans ses différents pôles.

Placée sous le thème «Les enjeux de l'internationalisation de l'industrie pharmaceutique algérienne», cette 18<sup>e</sup> édition, se tient, précise M. Louber, dans un contexte de croissance significative de l'industrie pharmaceutique en Algérie, notamment, durant l'année écoulée. Pendant quatre jours, les professionnels nationaux et étrangers du domaine exposeront leurs innovations en la matière. Selon le directeur du salon, cet événement a pour ambition de «mettre en exergue les efforts déployés par les opérateurs du secteur qui s'investissent pleinement dans les engagements des hautes autorités visant notamment à asseoir une véritable industrie pharmaceutique en mesure d'aller vers l'exportation,

notamment, pour l'Afrique. Pour M. Louber, le SIPHAL est un salon citoyen visant à prolonger les efforts déployés par les autorités compétentes, tant pour promouvoir le modèle singulier algérien à l'échelle régionale et continentale que pour soutenir les initiatives d'exportation des opérateurs locaux vers de nouveaux marchés.

«L'Algérie s'est fixée comme objectif d'atteindre 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures, à l'horizon 2030. Dédier le 18<sup>e</sup> SIPHAL à cette cause sera notre modeste contribution», a-t-il indiqué. Organisé par l'entreprise Esprit Ouvert, le SIPHAL 2024 réunira les acteurs clés du secteur, les institutions publiques et les organisations professionnelles. Il accueillera également les professionnels de la santé, notamment les pharmaciens d'officine, les professionnels hospitaliers, ainsi que les intervenants scientifiques et techniques de l'industrie pharmaceutique.

Il sera donc à nouveau un lieu de rencontre et d'échanges pour les entreprises du médicament, une occasion propice leurs permettant de croiser les regards d'experts de la fabrication des médicaments (institutionnels, professionnels de la pharmacie). Il sera aussi une tribune d'expression privilégiée pour les professionnels de santé. Des thèmes cruciaux seront, à cet effet, abordés en vue d'offrir une compréhension

approfondie des enjeux actuels et des opportunités émergentes dans le secteur de l'industrie pharmaceutique en Algérie. L'état des exportations pharmaceutiques sera examiné, accompagné d'une évaluation des situations actuelles et des recommandations stratégiques.

La pharmacovigilance en Algérie sera également l'un des points centraux pour souligner l'importance de la surveillance des médicaments afin d'assurer la sécurité des patients.

Les experts nationaux et internationaux exploreront également des questions en lien avec le rôle essentiel de la CNAS en tant qu'acteur incontournable dans la prise en charge sociale des citoyens, les études en bioéquivalence, l'intérêt et les contraintes de l'internalisation des activités de recherche et développement, ainsi que la stratégie d'internationalisation du marché des dispositifs médicaux en Algérie.

Organisé depuis 2008 par la société Esprit Ouvert, le SIPHAL accueille la participation fidèle des producteurs locaux ainsi que celle des multinationales qui activent en joint-venture en Algérie et ce ne sont pas moins de 10 000 praticiens, pharmaciens pour l'essentiel, qui visitent les stands d'exposition et participent aux animations scientifiques proposées.

Lynda Louifi

## AGRICULTURE À GHARDAÏA

**Entre encouragement et sécheresse**

*L'Algérie, malgré sa dépendance aux importations, vise à développer l'autosuffisance alimentaire. Mais la sécheresse qui touche le pays dont certaines régions du Sud et du grand Sud inquiète. Dans ce contexte, les autorités ont choisi, entre autres, de se tourner vers le Sud, où les eaux souterraines sont abondantes par endroits.*



**L'**Etat algérien vise donc plus haut. Il ne veut plus se contenter seulement de réaliser des rendements excédentaires en fruits et légumes dans certaines régions, mais veut étendre également cette rentabilité à des filières stratégiques comme le blé et le lait, deux produits très consommés en Algérie mais largement importés.

Par ailleurs, la situation des alertes météorologiques sur le terrain contrastent avec les ambitions du gouvernement, qui prévoit de couvrir les besoins alimentaires du pays à hauteur de 85 % en 2024/2025. Pour cela, les autorités font face à une sécheresse de plus en plus menaçante. Ce qui constitue «un risque pour le rendement des récoltes à venir. Selon les experts agricoles, les frères Bouchène, agriculteurs au niveau de la Daïra de Mansourat dans la wilaya de Ghardaïa, témoignent : «Il faudrait des pluies pénétrantes et abondantes et surtout, multiplier les forages pour espérer rattraper le retard et ne pas perturber le cycle des cultures, notamment des céréales.

Car, la sécheresse disent-ils, démoralise bon nombre d'agriculteurs et complique la volonté de notre pays de se défaire de sa dépendance aux importations de produits alimentaires.

Cette grande désir est aussi affiché chez le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui avait réaffirmé, l'importance de la filière céréalière pour réaliser la sécurité alimentaire du pays, soulignant que l'Algérie est capable aujourd'hui, grâce à ses potentialités et à ses atouts, de réaliser impérativement son autosuffisance alimentaire pour les années à venir. «Nous devons, dès la prochaine saison agricole, réduire considérablement les quantités de céréales importées », avait insisté le président Abdelmadjid Tebboune, qui souhaite moins dépendre des importations. Mais pour cela, l'agriculture en Algérie est tenue de se moderniser.

«Une modernisation qui doit toucher les techniques et surtout motiver les mentalités au sein des Directions de l'agriculture

à l'échelle nationale », a-t-il ajouté, en faisant allusion à la bureaucratie et à la léthargie de certaines directions qui empêchent le secteur agricole de se développer et de se moderniser, misant sur des mesures incitatives visant à améliorer le rendement agricole. Les paysans, dit-il, doivent facilement acheter à des prix avantageux des graines spéciales, adaptées aux climats chauds et arides du sud du pays, que l'État achète sur le marché international.

**INVESTIR DAVANTAGE AU SAHARA**

Depuis quelques temps déjà, et pour répondre à ses besoins en agriculture, l'Algérie a porté aussi un regard nouveau vers le Sud et le grand Sud.

«Qu'on le veuille ou non, l'avenir de l'Algérie réside aujourd'hui, plus que jamais, dans les terres sahariennes, d'autant que le sud algérien pourrait s'ériger en véritable base en vue de réaliser une sécurité alimentaire nationale, à travers de nouveaux investissements de qualité dans le secteur agricole », avait recommandé le wali de Ghardaïa, M. Abdallah Abinouar, lors de son récent déplacement d'inspection dans les daïras de Guerrara et Berriane.

«On devait semer du blé au mois de septembre. Comme on pouvait le faire en décembre, voire même en janvier », a affirmé le wali, qui espère un retour au prochain cycle de pluviométrie d'hiver et du printemps, périodes durant lesquelles les précipitations sont parfois abondantes pour notamment remplir les nappes phréatiques ».

Cependant, le wali de Ghardaïa, durant ses visites, encourage les agriculteurs de la région à investir dans les immenses domaines désertiques assis sur la gigantesque nappe phréatique du Sud du Pays, moyennant notamment le raccordement des nouveaux périmètres agricoles au réseau électrique, des aides financières pour le forage de nouveaux puits destinés à l'irrigation agricole et le curetage des anciens forages. Tel est le souhait des deux

groupes, «El-Hayat» et « El-Kherfi de Guerrara.

Le premier cité détient une exploitation agricole de 100 hectares, dont 96 ha d'oliviers et 01 pivot de 20 hectares conçus pour la culture de blé. Quant au second, l'un des pionniers en matière d'investissements céréalières et laitières, il détient plus de 500 têtes de bovins, produisant près de 10.000 litres/heure de lait.

M. El-Kherfi nous a révélé qu'au niveau de Ghardaïa et de ses régions, «la nappe phréatique se trouve à plus de 1200 mètres de profondeur, cela demande des moyens financiers colossaux pour celui ou ceux qui prétendent procéder à un quelconque forage ». Pour cela, a-t-il ajouté, et dans le cadre de la mise en œuvre des engagements pris par le président de la République, «il appartiendrait à l'Etat d'aider, de contribuer et d'accompagner les jeunes désirant s'investir dans le secteur agricole ».

«Bien entendu, la priorité, pour le moment, au niveau de notre pays, c'est d'atteindre une autosuffisance totale en blé dur et en orge, et d'augmenter la production actuelle de blé tendre. Mais par la suite, le pays devait développer encore davantage ses capacités pour produire un surplus en orge et en blé dur », devait suggérer Si Hammou, l'employeur de M. Kherfi. Pour se faire, le wali de Ghardaïa, M. Abinouar, lors de sa visite à Guerrara et Berriane, avait insisté sur la venue de nouveaux investisseurs pour pouvoir combler une partie du déficit en matière de l'agriculture dans le Sud.

Le gouvernement a, en effet, puisé dans le secteur privé, qui constitue la partie dynamique de l'économie nationale, mais qui a peu donné en dépit des moyens escomptés et a beaucoup ralenti le développement de l'agriculture dans le Sud du pays. Cela est due aux nombreuses contraintes, conduisant plusieurs investisseurs agricoles à une baisse de productivité, accentuée par le manque d'eau, une bureaucratie locale réticente et un secteur des entreprises étrangères peu présent.

Interrogé à ce sujet, le jeune Bachir, un amoureux de la terre a déclaré : «Je me suis présenté plus d'une fois aux bureaux de le DSA (Direction des services agricoles) de Ghardaïa, pour solliciter une parcelle de terrain, malheureusement, je n'ai rien obtenu à ce jour, sinon une réponse aléatoire. Au bout d'une quatrième tentative de ma demande, on m'a informé que ce genre de demande doit passer par le site web ! J'ai 35 ans, avec peu d'occupation, je ne veux plus être dépendant de ma famille... Même si je me suis totalement installé en ville, où j'ai une petite plantation de fruits et légumes en association avec mes deux frères.

Mais, il ne me manque qu'une parcelle de terrain pour pouvoir exploiter mes connaissances en matière de l'agriculture et accéder à l'autosuffisance alimentaire familiale. Ceci m'évitera surtout les problèmes dans ma vie ». Sa conclusion principale est que les efforts escomptés du gouvernement ne doivent en aucun cas être couronnés par un échec.

Quoi qu'il en soit, dans un monde rural marqué par la présence de plusieurs jeunes diplômés venant de différentes universités et des écoles de formation aux portraits sociologiques riches, un contexte marqué par de telles réponses fortuites, ne fait qu'engendrer la rareté de l'emploi chez les jeunes obligés de prolonger leur chômage alors que les opportunités sont nombreuses. Cette situation n'est pas sans conséquences à Ghardaïa, ailleurs, où en milieu rural en particulier.

Face à cette situation de plus en plus préoccupante de potentialités non exploitées, beaucoup de jeunes ne pourront certainement pas se développer sans l'aide de l'État et par d'autres acteurs chargés du développement des stratégies aux jeunes pour mettre fin à leur dépendance. Ce qui passe par une meilleure gouvernance et une stratégie efficiente au niveau locale, notamment en matière d'application et de respect des instructions données par la haute autorité de l'Etat.

**Aissa Hadj Daoud**

LES GRANDS DÉFIS 2024/2030 :

# Concilier l'adaptation aux nouvelles mutations mondiales, l'efficacité économique et la justice sociale

Professeur des universités, expert international docteur d'Etat 1974- Abderrahmane Mebtoul

**A**u XXIème siècle, les batailles économiques se remportent grâce à la bonne gouvernance et la valorisation du savoir où l'Algérie devra affronter un certain nombre de défis entre 2024/2030. En cette fin de 2023 l'Algérie n'est ni dans une économie administrée, ni dans une véritable économie de marché concurrentielle, toujours en transition, dépendant toujours de la rente des hydrocarbures, expliquant les difficultés de régulation d'ensemble. Cette présente contribution analyse le compromis des années 2024/2030 qui devra concilier l'impératif de productivité et la cohérence sociale, en un mot l'efficacité et l'équité. Car, il faut éviter toute ambiguïté. L'égalité n'est pas celle du modèle de 1963-2023 mais recouvre la nécessité d'une transformation de l'Etat providence de l'Etat gestionnaire à l'Etat régulateur, par la formulation d'un nouveau contrat social, renvoyant à la nécessaire refondation de l'Etat.

1.-La nouvelle politique socio-économique devra reposer sur trois facteurs fondamentaux complémentaires. Premièrement, elle doit tenir compte de l'adaptation aux mutations mondiales irréversibles. Les négociations futures avec l'organisation mondiale du commerce, les Accords pour une zone de libre échange avec l'Europe, la zone de libre échange avec l'Afrique, la création des zones franches ou tout autre partenariat avec les différents pays, doivent correspondre aux avantages comparatifs de l'Algérie. Je pense fermement que l'Algérie ne dispose pas d'autres alternatives que l'adaptation à la mondialisation dont les espaces euro-maghrébins, arabo-africains et euro-méditerranéens lesquels constituent son espace naturel. Prétendre que la mondialisation aliène le développement du pays et les libertés c'est ignorer une évidence: sans insertion dans l'économie mondiale, l'Algérie serait bien davantage ballottée par les vents des marchés avec le risque d'une marginalisation croissante. C'est que la nouvelle politique économique doit être marquée par l'adaptation à l'universalisation de l'économie de marché, le commerce international n'étant pas un jeu à sommes nulles. L'ouverture peut être douloureuse à court terme car elle impose des changements mais elle est bénéfique à moyen et long termes. Deuxièmement, il y a lieu de garantir les grands équilibres macro-économiques par une stabilité juridique et monétaire et par la réduction du déficit budgétaires qui dépassera les 46 milliards de dollars dans la loi de finances 2024 source de tensions inflationnistes à moins de recourir à l'importation du fait de la faiblesse de l'offre. Ces deux facteurs sont une condition nécessaire mais non suffisantes. Il est nécessaire d'éviter la hausse des prix induites par des structures de monopoles inchangées, et donc aller vers les réformes institutionnelles et micro-économiques. Cela passe par la réforme de l'Etat, de la justice, de l'école (la mère des réformes qui conditionne le tout), de l'économie (surtout le système financier dans toutes ses composantes : banques, fiscalité, domaine, douane lieu de distribution de la rente), le tout devant

être harmonisé avec de nouveaux systèmes de protection sociale qui doivent s'adapter, aller en cohérence et en mouvement s'intégrant à une économie dominée par le consommateur mondial et arbitrée par les marchés financiers, où la compétition dans une économie globale fait que chacun a le monde pour marché et tous les consommateurs pour clients. La traduction d'un monde ordonné autour de la production est largement dépassée avec l'unification des conditions de production dont la valeur ajoutée augmente mais dont les distances entre la production et la consommation diminuent avec la révolution dans le domaine du transport et des télécommunications, la libéralisation des mouvements de capitaux transgressant les frontières géographiques. Il y a lieu de revoir les concepts erronés de stratégie industrielle et d'imaginer une nouvelle politique de l'entreprise et éviter ces assainissements répétés des entreprises publiques non compétitives (plus de 250 milliards de dollars durant ces trente dernières années source APS Premier ministre). Car à l'intérieur des entreprises se mettent en œuvre de nouveaux modes d'organisation éloignés du taylorisme, des grosses sociétés avec leurs lourdeurs bureaucratiques, fondés sur le raccourcissement des chaînes hiérarchiques, sur l'amélioration de la qualification, sur l'implication des personnes, sur la décentralisation interne et la gestion prévisionnelle des compétences. Troisièmement, la mutation nécessaire des services publics marchands. La conception passée sur une superposition forte entre secteur public, entreprise publique, monopole, activité limitée du territoire national doit faire place à l'efficacité de gestion et à la concurrence des services collectifs. Si certaines infrastructures peuvent continuer à être gérées par des monopoles, les services de transport, eau, électricité, téléphone vocal doivent être libéralisés à la fois dans le cadre d'une démonopolisation et d'un partenariat public-privé PPP. Cependant, pour éviter les effets pervers du marché, l'action régulatrice de l'Etat est nécessaire pour assurer la cohésion sociale.

3.-La nouvelle politique socio-économique en Algérie devra être marquée en ce début du XXIème siècle par l'innovation, mais également éviter qu'une économie qui produit la richesse ne détruise les liens sociaux dans un univers où la plupart des structures d'encadrements, (familles, religion, syndicats) sont faibles par le devoir d'équité à travers l'articulation des rôles Etat/marché. L'Algérie a vécu sur un modèle égalitaire simple, l'Etat propriétaire gestionnaire régissant l'ensemble de l'activité économique et sociale: réduction des inégalités, développement des prestations sociales pour tous, bien que certains contestent que ce modèle ait été équitable. Mais d'une manière générale, ce compromis est remis en cause avec l'évolution d'une société plus ouverte, plus individualiste exigeant des traitements plus personnalisés, avec comme toile de fond une croissance plus sélective et rendant urgent de mieux articuler les rôles respectifs et complémentaires de l'Etat et du marché. De ce fait cela remet en cause le traitement statistique global qui correspond de moins en moins à la réalité plus com-

plexe. L'universalité de la justice n'existant pas, elle dépend du moment daté et du mouvement historique. Une société dynamique en forte croissance offre des espoirs individuels plus grands en tolérant certaines inégalités qu'une société dont l'économie en stagnation où l'avenir est incertain. Paradoxalement, en dynamique, certaines inégalités à court terme profitent aux plus défavorisés à moyen terme si l'on respecte les droits fondamentaux, bien qu'il faille éviter une domination excessive de l'argent sur la vie sociale. Dans un tel contexte, il faut identifier les inégalités qui doivent être combattues (inefficaces et injustes) et trouver le niveau acceptable d'inégalités nécessaires pour assurer le dynamisme de l'économie. Il ne sera plus question de la simple égalité d'accès à des prestations banalisées mais l'équité par la discrimination positive privilégiant le renforcement des relations professionnelles, la relance des négociations collectives branches par branches grâce à de nouvelles méthodes de travail fondées sur l'innovation continue. Il s'agira de favoriser de nouvelles structures sociales dynamiques pour impulser le changement et impulser celles traditionnelles par définition plus conservatrices. Parallèlement, une nouvelle politique axée sur une nouvelle politique de l'emploi et des salaires liés à l'éducation; une nouvelle politique de la protection sociale et enfin une nouvelle politique fiscale qui est au cœur de l'équité sont nécessaires. En ce qui concerne l'emploi, la politique passée et actuelle a été de préférer la distribution de revenus (salaires versés sans contreparties productives) à l'emploi, c'est à dire contribuant implicitement à favoriser le chômage, devant intensifier une formation permanente pour permettre l'adaptation aux nouvelles techniques et organisations. Le rôle primordial pour la création d'emplois créateurs de valeur ajoutée est de favoriser les capacités entrepreneuriales caractérisées par les prises de risques industriels et économiques. L'avenir est dans les gisements importants d'emplois sur les activités de services, des emplois de proximité ce qui implique le développement important dans les années à venir des services marchands rendus nécessaires par l'élévation du niveau de qualification. D'une manière générale il y a urgence d'un système d'éducation évolutif s'adaptant à la nouvelle conjoncture internationale par des réformes depuis le primaire jusqu'au supérieur en passant par la formation professionnelle par une formation permanente afin d'éviter des diplômés chômeurs avec la baisse du niveau, et donc améliorer la qualité: c'est que la majorité des salariés n'ont pas à ce jour bénéficié de formation professionnelle. Dans le cadre de l'amélioration de la qualité, il est souhaitable une décentralisation de la gestion de l'éducation d'une manière globale afin de faire jouer la concurrence régionale et son adaptation aux besoins de la société, avec quatre (04) grands pôles d'excellence. Le deuxième axe est celui d'une nouvelle gestion de la sécurité sociale favorisant l'emploi et la cohésion sociale. Le financement de la protection sociale continue à être assis pour l'essentiel sur les cotisations sociales et absorber les gains de productivité au détriment de l'emploi

et des salaires directs Car force est de reconnaître qu'avec la baisse de la salarisation due à l'accroissement du chômage, cela pèse sur le compte de la sécurité sociale et par la présence à la fois des dépenses de transfert et leur mode de financement, le déficit étant couvert par des prêts à moyen terme qui sont supportés sur les générations futures. Ce n'est pas un changement d'assiette des prélèvements qui résoudra les problèmes mais dans la maîtrise de la dépense aussi bien la dépense globale que la dépense remboursée, car dans cette sphère spécifique, celui qui consomme n'est pas celui nécessairement celui qui finance, et cela n'est pas neutre pour l'activité productive. Aussi l'ensemble des dépenses de la sécurité sociale ne doivent pas croître, en volume, plus vite que la croissance du produit intérieur brut (PIB). Cette rationalisation des dépenses ne saurait signifier restriction aveugle afin de permettre de couvrir les besoins des plus démunis, supposant des enquêtes ciblées sur le terrain. Enfin dernier axe une nouvelle politique fiscale, car le système d'impôt est au cœur même de l'équité, mais l'impôt pouvant tuer l'impôt, modifiant l'allocation des ressources. Un système fiscal efficace doit trouver le moyen de prélever des recettes en perturbant le moins possible l'optimum économique et s'articuler autour des prélèvements faiblement progressifs sur des assiettes larges, ce qui n'altère pas leur caractère redistributif, le niveau de l'impôt direct dans une société mesurant le degré d'adhésion de la population.

En conclusion, le monde devrait connaître un profond bouleversement entre 2024/2030 (transition numérique et énergétique), avec de nouvelles recompositions du pouvoir mondial et l'émergence de nouvelles puissances économiques. Des stratégies d'adaptation sont nécessaires pour l'Algérie tant dans le domaine économique que militaire, le caractère social de l'Etat ne signifiant pas populisme. D'où l'urgence du renouveau du service public et l'optimisation de l'effet de la dépense publique où l'handicap majeur de toute société est l'intervention autoritaire, vision du passé, des pouvoirs publics, ce qui ne saurait signifier la fin du rôle de l'Etat stratégique en économie de marché en tant que régulateur et protecteur des plus démunis. En fait, l'objectif stratégique est de redonner confiance à la population algérienne en instaurant un Etat de Droit, base du retour à la confiance passant par des actions concrètes de lutte contre la corruption, le favoritisme, le régionalisme, les relations de clientèles occultes qui remplacent les relations contractuelles. En de mois du 01 janvier 2024 évitons toute sinistrose. Pour ma part, sans démagogie, j'ai un grand espoir pour le redressement national, l'Algérie ayant toutes les potentialités pour devenir un pays émergent étant un acteur stratégique à la fois sécuritaire et économique au niveau de l'espace euro méditerranéen et africain. La réussite dépend avant tout des Algériens eux-mêmes, car il n'y a pas de citoyens sans projet social et il n'y a pas de projet politique et économique durable qui ne soit pas lié à un projet social. Bonne année 2024, en espérant un monde meilleur.

ademmebtoul@gmail.com

L'ACHARNEMENT SIONISTE S'INTENSIFIE CONTRE GAZA

# Le système sanitaire à un «point de non-retour»

Le système de santé dans la bande de Gaza a atteint un «point de non-retour» après plus de quatre mois de l'agression génocidaire des forces d'occupation sionistes qui ciblent les infrastructures médicales et les cadres de santé dans l'enclave assiégée afin de priver les blessés de soins d'urgence.



Les forces d'occupation sioniste visent les hôpitaux dans le centre et le sud de la bande de Gaza, dont l'hôpital Nasser, qui avait été mis hors d'état de fonctionner par les combats se déroulant à proximité et les ordres d'évacuation de l'occupant sioniste portant sur les alentours de ce centre médical. L'hôpital Nasser, en particulier, a été durement touché par les forces sionistes imposant un siège du complexe médical depuis le 22 janvier. Ce siège, qui s'inscrit dans le cadre d'une offensive militaire plus large dans la région, a fait plusieurs martyrs et blessés.

Le personnel hospitalier dans ce complexe vit dans la peur d'être abattu et des difficultés à se déplacer à l'intérieur et à l'extérieur de l'hôpital, suscitant des inquiétudes quant à la sécurité du personnel hospitalier et des patients.

Les forces d'occupation sioniste ont également pris d'assaut vendredi l'hôpital Al-Amal à Khan Younes, et ont commencé à le fouiller et à lancer des appels aux réfugiés et au personnel de santé pour évacuer

l'établissement qui était cible d'intenses bombardements et de tirs nourris d'armes lourdes.

Depuis le 7 octobre 2023, les équipes médicales et les patients à qui elles délivraient des soins ont été contraints d'évacuer neuf hôpitaux dans la bande de Gaza, après avoir essuyé des frappes aériennes, des tirs de chars, d'artillerie, de tireurs embusqués et de troupes au sol, ou après avoir fait l'objet d'un ordre d'évacuation des forces d'occupation sioniste.

Selon le dernier bilan annoncé par autorités sanitaires, 340 médecins et travailleurs du secteur de la santé sont tombés en martyrs depuis le début de l'agression génocidaire sioniste contre Gaza, et 900 autres ont été blessés par l'occupant sioniste qui continue de maintenir en détention 100 membres du personnel médical. Les attaques des forces sionistes ont touché 98 établissements de santé, dont 27 hôpitaux sur 36 endommagés, et détruit 123 ambulances dans la bande de Gaza depuis le début de l'agression barbare en octobre dernier.

## UN APPEL AU CESSEZ-LE-FEU ET À LA PROTECTION DE LA SANTÉ

Compte tenu de l'escalade de la violence et de ses conséquences sur le système de santé de Gaza, un appel urgent à un cessez-le-feu est lancé par plusieurs pays dans le monde et plusieurs ONG qui ont souligné que «protéger la santé à tout moment est primordial, surtout pendant les conflits».

Le refus de la mission de l'OMS à l'hôpital Nasser à Gaza souligne la gravité de la situation et la nécessité d'une intervention internationale immédiate. Plusieurs ONG ont indiqué qu'il est crucial de respecter le droit international humanitaire, qui stipule la protection des installations et du personnel médical en période de conflit. La population de Gaza a plus que jamais besoin d'avoir accès aux soins médicaux, et il est essentiel que les hôpitaux et les équipes médicales puissent fonctionner sans crainte d'attaques.

## LES JOURNALISTES VISÉS POUR UN GÉNOCIDE À HUIS CLOS

Par ailleurs, l'entité sioniste ne cesse de viser les journalistes, dans une tentative de faire taire toute voix dissonante visant à lever le voile sur ses innombrables atrocités qui font désormais vaciller la conscience de ses soutiens les plus zélés, au moment où l'ONU a exprimé sa préoccupation quant au nombre élevé des journalistes assassinés.

Le bilan des martyrs parmi les professionnels des médias lâchement assassinés par les forces de l'occupation est effrayant et renseigne sur un acharnement et une violence qui ont atteint leur paroxysme.

En effet, le nombre de journalistes martyrs s'est élevé à 126 depuis le début de l'agression sioniste contre Gaza, le 7 octobre 2023, après la mort de Alaa Hassen El Hams, journaliste à l'agence de presse Sanad, et la journaliste Angham Ahmed Adwan, correspondante de la télévision libyenne, a rapporté le bureau des médias de l'enclave palestinienne.

Les deux journalistes palestiniennes sont tombées en martyrs lors des bombardements menés par les forces d'occupation sioniste à Rafah et à Djabalia. Dans des communiqués précédents, le bureau avait déclaré que l'entité sioniste «assassine des journalistes dans le but de déformer le récit palestinien et d'obscurcir la vérité». Le même jour, la chaîne qatarie «Al Jazeera» a indiqué que deux de ses journalistes ont été grièvement blessés par un raid sioniste dans le sud de la bande de Gaza. Selon Al Jazeera, le correspondant Ismaïl Abou Omar et son caméraman Ahmed Matar ont été blessés par une frappe dans le secteur de Rafah. La jambe droite d'Ismaïl Abou Omar a été «amputée» et les médecins tentent de sauver la gauche, a annoncé la chaîne en diffusant des images du reporter entouré de médecins sur un bloc opératoire tout en précisant que sa vie était en danger. Dans le cas d'Ahmed Matar, il est «blessé grièvement», a ajouté Al-Jazeera.

Les deux journalistes ont été touchés par un raid aérien sioniste dans la ville de Rafah, où s'entassent actuellement 1,3 million de Palestiniens, la plus grande majorité d'entre eux étant des personnes déplacées par les raids sionistes dans le reste du territoire.

Face à cette volonté affichée de l'entité sioniste de viser les professionnels des médias, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exprimé «sa profonde préoccupation» quant au nombre de journalistes tués au cours de l'agression sioniste en cours dans l'enclave palestinienne.

Il a déclaré que «la liberté de la presse est une condition fondamentale pour que les gens connaissent la vérité sur ce qui se passe partout dans le monde». Les forces d'occupation poursuivent leurs agressions terrestres, maritimes et aériennes contre la bande de Gaza depuis le 7 octobre dernier, faisant 28.473 martyrs et 68.146 blessés, en plus de milliers de personnes disparues sous les décombres, selon un dernier bilan ministère palestinien de la Santé.

R. I.

FACE À UNE ÉVENTUELLE AGRESSION CONTRE RAFAH

# Pretoria dépose un nouveau recours auprès de la CIJ

LES INQUIÉTUDES et les condamnations internationales grandissent davantage concernant une éventuelle opération militaire sioniste contre Rafah, dernier refuge des Palestiniens fuyant le génocide, alors que l'entité sioniste continue d'ignorer les efforts visant à mettre fin à son agression dont les répercussions seront «catastrophiques».

Pretoria a annoncé, de son côté, avoir déposé un nouveau recours auprès de la Cour internationale de Justice (CIJ) à la Haye afin qu'elle examine en urgence l'annonce par l'entité sioniste d'une prochaine opération militaire sur Rafah et s'oppose si nécessaire à «une nouvelle violation des droits».

Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, s'est dit «profondément préoccupé par les informations

concernant les bombardements et une éventuelle attaque terrestre des forces d'occupation sur Rafah», s'engageant à «poursuivre toute partie qui viole les lois internationales».

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Volker Türk, a déclaré que l'éventualité d'une véritable incursion militaire à Rafah était «terrifiante», soulignant que «le monde ne doit pas permettre que cela se produise», tout en réclamant un «cessez-le-feu immédiat».

L'ONU ne s'associera pas à «un déplacement forcé de population» à Rafah, a prévenu, pour sa part, le porte-parole du secrétaire général, répétant qu'il n'y avait «aucun lieu sûr» dans la bande de Ghaza où déplacer cette population.

La Chine a appelé l'entité sioniste à «mettre fin à son opération militaire au

plus vite afin d'empêcher une catastrophe humanitaire plus grave encore dans la région de Rafah», alors que le président cubain, Miguel Diaz-Canel, a déclaré que l'entité sioniste «a commis un génocide et a brutalement attaqué l'endroit où plus d'un million de Palestiniens se sont réfugiés».

Le chef de la diplomatie norvégienne, Espen Barth Eide, a déclaré qu'«une opération terrestre aggraverait une situation déjà catastrophique et rendrait le soutien humanitaire pratiquement impossible». «Nous avons besoin d'un cessez-le-feu durable maintenant», a-t-il dit.

Le porte-parole de l'Office de secours et de travaux des Nations-Unies pour les réfugiés (UNRWA), Tamara Al-Rifa'i, a affirmé aussi qu'il n'y a désormais plus d'endroits sûrs pour la population de

Rafah, avertissant que «toute opération contre cette région sera synonyme d'une nouvelle boucherie».

La directrice générale de l'ONG Médecins sans frontières (MSF), Meinie Nicolai, a indiqué que l'opération militaire terrestre annoncée (par l'entité sioniste) contre Rafah serait «catastrophique et ne doit pas avoir lieu».

La population de Gaza souffre d'un niveau «sans précédent» de conditions proches de la famine en raison de l'agression sioniste contre l'enclave, a indiqué pour sa part le Programme alimentaire mondial (PAM). «On assiste à des niveaux sans précédent d'insécurité alimentaire aiguë, de faim et de conditions proches de la famine à Gaza», a déclaré la directrice générale adjointe de la FAO, Beth Bechdol.

R. I.

**Mise en service fin mars  
prochain**

**A L'ARRÊT** depuis 2016, la ligne de transformation des jus et confiture de l'établissement public économique « Jumagro » situé au niveau de la commune de Taher dans la wilaya de Jijel, entrera en service « fin mars prochain ». C'est ce qu'a fait savoir, avant-hier, Mebarak Ouali, président directeur général de cet établissement économique.

Le même responsable a précisé que « suite aux engagements pris devant le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, au cours de sa dernière visite dans cet établissement en janvier dernier, la 2ème ligne dédiée à la transformation des jus et confiture sera mise en service fin mars prochain ».

Il s'agit d'une ligne, parmi trois lignes principales de l'usine, a expliqué M. Mebarak, soulignant également que la première ligne dédiée au pressurage des olives vierges avait été activée le mois de novembre dernier, alors que la ligne de congélation et de conservation des fruits et légumes rentrera en service « ultérieurement ».

Il a affirmé, en outre, que l'aménagement de l'entrepôt de cette ligne a été achevé, en attendant la réception des différents équipements de fonctionnement nécessaires d'ici à la fin du mois de février courant au port de Djen Djen (Jijel), ajoutant qu'il sera procédé au recrutement de plus de 40 employés pour garantir l'entrée en exploitation de la deuxième ligne.

Pour rappel, l'entreprise publique JUMAGRO, qui est le fruit d'un partenariat entre le groupe AGRODIV (60%) et le holding public MADAR (40%), était à l'arrêt depuis 2016.

La reprise de son activité s'inscrit dans le cadre de la stratégie de relance des activités des unités à l'arrêt, a indiqué la même source, précisant que l'opération de sa mise à niveau avait été lancée en janvier 2023, avant d'être mise en service avec une première ligne le mois de novembre 2023.

**R.R.****PRISE EN CHARGE DES  
PERSONNES DIABÉTIQUES À  
TIMIMOUN****Le corps médical et  
paramédical en formation**

**DES PRATICIENS** et paramédicaux prennent part à une session de formation sur la prise en charge psychoclinique des diabétiques et le régime alimentaire ouverte mardi dans la wilaya de Timimoun, à l'initiative de la Fondation pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (FOREM).

Cette formation s'inscrit dans le cadre du programme de la fondation portant amélioration de la santé publique, notamment la prise en charge des pathologies chroniques en haute prévalence, dont le diabète, qu'il appartient d'intensifier les actions de dépistage précoce de la maladie, a affirmé le président de la fondation, le Pr. Mustapha Khiati.

La session qui a pour cadre la salle des conférences de l'hôtel « Gourara » de Timimoun est encadrée par un panel de praticiens spécialistes, diabétologues, psychocliniciens qui auront à prodiguer des orientations et consignes sur le respect du régime alimentaire et les modalités de prise en charge psychologique des malades.

Mettant en avant le nécessaire dépistage précoce du diabète en vue d'atténuer les charges des prestations médicales et permettre aux diabétiques d'être pris en charge, le Pr. Khiati a, à ce titre, indiqué que ce programme de formation, établi avec le concours d'une agence turque pour la coopération internationale, ciblera, trois jours durant (13 au 15 février), les différentes wilayas du Sud du pays.

En outre, il a fait savoir que des préparatifs sont en cours pour l'organisation d'une session de formation en direction des gynéco-obstétriciens, sages-femmes et praticiens généralistes sur la prise en charge des maladies néo-natales chez les nouveau-nés, a dévoilé le même responsable.

La fondation entend lancer au titre de son programme, en coordination avec la direction locale de la santé, une opération de pose d'implants cochléaires au profit des petits sourds, a indiqué le président de la fondation.

**R. R.****FONCIER INDUSTRIEL NON-EXPLOITÉ À M'SILA****150 hectares récupérés**

*Les services de la wilaya de M'Sila ont entamé les procédures de récupération d'une superficie de 150 hectares de foncier industriel inexploité à travers plusieurs communes. C'est ce qu'a fait savoir, avant-hier, des services de la wilaya.*



**A**u cours d'une réunion consacrée récemment au suivi de la situation du dossier de l'investissement, le wali Nedjm Eddine Tiar a donné des instructions aux services locaux des domaines publics à l'effet d'entamer les procédures administratives nécessaires auprès des instances concernées pour résilier les contrats des investisseurs ayant bénéficié de 78 lots de terrain dédiés à l'investissement s'étendant sur 150 hectares et qui n'ont pas lancés des travaux de concrétisation de leurs projets.

Dans ce cadre, le directeur de wilaya de l'industrie, Abdelaziz Harouz a indiqué que le lancement des procédures d'annulation de l'attribution de foncier industriel d'une surface de 150 hectares intervient sur la base du rapport de la commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement qui avait auparavant notifié des mise en demeure aux investis-

seurs les incitant à commencer les travaux de réalisation de leurs projets.

Le même cadre a ajouté que la commission a recensé parmi les investissements concernés par l'annulation 39 dossiers dont les concernés n'ont pas encore lancés les travaux, 30 autres ont uniquement réalisé le mur de clôture et 9 lots vacants.

Le même responsable a indiqué que la commission procèdera les jours à venir à une visite de terrain pour inspecter 29 projets dans la zone industrielle Draâ El Hadja au chef-lieu d'El Hodna pour y trancher sur leurs cas.

Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que l'année dernière la Direction de l'industrie de la wilaya de Mila a récupéré un total de 78 parcelles de foncier industriel inexploitées. C'est ce qu'avait annoncé cette direction.

Dans ce sens, Brahim Boulekroun, directeur local de l'industrie, avait fait état de 42 parcelles récupérées au

niveau du parc industriel de Bougrana dans la commune de Chelghoum Laid, 16 au niveau de zones d'activités de plusieurs communes et 20 situées en dehors des zones d'activités.

En outre le même responsable avait précisé que cette récupération de parcelles inexploitées a été effectuée conformément aux procédures légales dans le cadre du travail d'une commission de wilaya qui a mené des inspections sur le terrain et constaté « le manque de sérieux » des investisseurs qui en étaient bénéficiaires depuis plusieurs années.

Ce travail avait permis de récupérer une superficie totale de 18 ha de foncier industriel par annulation des arrêtés d'attribution par le wali Abdelouaheb Moulay dans le cas des investisseurs n'ayant encore pas obtenu les actes de concession, ou par voie de justice pour ceux ayant obtenu les actes de concession, avait soutenu la même source.

**R.R.****SÉTIF****Vers l'ouverture de l'unité de  
traitement des brûlures du CHU**

**L'UNITÉ DE** traitement des brûlures relevant du Centre hospitalo-universitaire CHU Saâdna Mohamed Abdenour de Sétif sera rouverte courant 2024 permettant la prise en charge des personnes brûlées. C'est ce qu'ont annoncé, avant-hier, des responsables de la direction de wilaya de la santé.

A ce propos, Mourad Sana, chef de service des activités sanitaires auprès de cette direction, a déclaré que « L'unité relevant du service de chirurgie générale du CHU prendra en charge le traitement préliminaire des différents types de brûlures en attendant la généralisation progressive de tous les autres traitements ».

Il a également expliqué que l'unité a été renforcée par des médecins spécialistes en la matière ainsi que des paramédi-

caux, soulignant que « les staffs médicaux et paramédicaux bénéficieront de formation dans des hôpitaux spécialisés dans le traitement de brûlures des wilayas de Batna et de Constantine ainsi que l'hôpital des grands brûlés à Zéralda (Alger), et ce à travers des jumelages entre les infrastructures de santé ».

Selon le même responsable, il est prévu l'ouverture de 4 nouveaux postes au profit de spécialistes en chirurgie esthétique pour encadrer cette unité qui sera équipée en matériel et moyen médicaux nécessaires afin de garantir une meilleure prise en charge des malades souffrant de brûlures tout en leur évitant ainsi les déplacements vers d'autres wilayas. « La décision de réouverture de cette unité intervient pour satisfaire

les besoins de la région en la matière surtout que des incendies avaient été enregistrés dans certaines régions de Sétif durant les saisons estivales écoulées nécessitant le transfert de certains cas de brûlés vers des établissements spécialisés dans d'autres wilaya », a indiqué la même source.

L'unité de traitement des brûlés du CHU Mohamed Abdenour Saâdna avait été fermée depuis des années après le départ de la mission médicale chinoise, a rappelé la même source, ajoutant que « le secteur dispose actuellement d'une unité de traitement de brûlures dédiée aux enfants à l'hôpital mère-enfant de la région El Bez (Ouest de Sétif) qui prend en charge les enfants de Sétif et d'autres wilayas ».

**R.R.**



## INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

# Nouvelles mesures pour booster le secteur

La ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, a présidé, avant-hier au Palais de la culture Moufdi Zakaria, un dialogue avec les experts et les professionnels du cinéma. L'objectif est d'explorer les mécanismes d'investissement et lever les obstacles qui freinent le développement de ce domaine porteur.

La rencontre nationale sur les mécanismes d'investissement dans le domaine du cinéma, avec la participation de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a permis de mettre en lumière les mesures incitatives et les avantages offerts par l'AAPI aux investisseurs potentiels. Le gouvernement s'engage à mettre à disposition des terrains économiques pour les projets cinématographiques et à réviser, en collaboration avec le ministère des Finances, les mécanismes de financement et de soutien à la production.

S'exprimant lors de cette rencontre nationale, Mouloudji a souligné que le débat actuel expose les démarches légales et administratives pour ceux désirant investir dans le secteur cinématographique. Ceci inclut les incitations et avantages offerts par l'AAPI, en particulier en ce qui concerne l'octroi d'assiettes foncières destinées à la réalisation de projets d'investissement dans le domaine du cinéma.

La ministre a également déclaré que des discussions sont en cours avec le ministère des Finances pour la révision des mécanismes de financement et de soutien à la production cinématographique. Ces discussions englobent également l'exploitation des salles de cinéma par des investisseurs privés, ainsi que des facilités fiscales et des incitations bancaires pour stimuler l'investissement dans le secteur.

La préparation d'un accord-cadre avec l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF) a également été révélée par la ministre. Cette convention inclurait des propositions visant à surmonter les obstacles pour les porteurs de projets, ainsi que l'octroi de prêts bancaires à des taux d'intérêt bonifiés pour les investisseurs et producteurs dans les domaines liés au cinéma et à la culture en général. La ministre a déclaré que « l'enrichissement des mécanismes d'investissement dans le domaine cinématographique devrait tirer profit des différentes législations qui contribuent à sa facilitation et à son développement ».

Elle a également souligné que le projet de loi sur l'industrie cinématographique per-



mettra d'établir des règles et des mécanismes répondant aux aspirations des professionnels et conformes aux choix économiques de l'État. Le projet de loi propose un certain nombre de dispositions qui consacrent l'importance de l'investissement du secteur privé dans l'industrie et les services cinématographiques.

La ministre a également expliqué que le projet de loi est basé sur la nouvelle approche économique de la culture, qui vise à renforcer et à développer l'économie nationale, à diversifier les sources de revenus et à créer des emplois en accordant une importance à l'industrie de production et aux services cinématographiques.

« C'est pourquoi le gouvernement n'a ménagé aucun effort pour mettre en place des mécanismes visant à créer des conditions favorables et efficaces pour le lancement d'une véritable industrie cinématographique basée sur la stimulation de l'invest-

tissement et la libération des initiatives privées et publiques ». La ministre de la Culture a également évoqué la restructuration des institutions publiques en charge du cinéma à travers la création du Centre national du cinéma. Ce dernier servira de « pôle central pour les questions cinématographiques et permettra d'unifier et de simplifier les procédures d'organisation, de gestion et de suivi de l'industrie cinématographique », a-t-elle expliqué.

Il permettra également de « promouvoir la coopération internationale dans le domaine du cinéma, d'attirer les investisseurs et de mettre en place des mesures incitatives pour l'investissement dans les infrastructures et les activités de production », a-t-elle ajouté.

## RÉCUPÉRER LES ARCHIVES DÉPOSÉES À L'ÉTRANGER

Selon Mouloudji, le secteur travaille éga-

lement à la récupération des salles de cinéma pour confier leur gestion au privé, en plus de revoir les arrangements de formation dans le domaine du cinéma, notamment le contenu pédagogique dans la formation technique cinématographique.

Il s'agit également de « récupérer les archives des films déposées à l'étranger et de les numériser, et d'organiser des festivals pour promouvoir les capacités culturelles et touristiques de l'Algérie aux niveaux national et international », a-t-elle précisé. A cette occasion, Mouloudji a félicité la famille du 7e art à l'occasion de la création et de l'officialisation du Festival international du court métrage dont la première édition aura lieu cette année dans la wilaya de Timimoune.

De son côté, Omar Rekkache, le DG de l'AAPI, a souligné que la rencontre intervient dans un contexte particulier, marqué par l'achèvement du dernier maillon de la chaîne de réformes engagées par l'Etat, avec l'entrée en vigueur effective de la loi sur le foncier économique.

Ceci constitue, selon lui, le début d'une nouvelle ère dans la gestion du dossier selon une approche économique ciblée visant à faciliter les investissements sérieux qui s'inscrivent dans les priorités définies par l'Etat.

Il a exprimé « la disposition de l'agence à intensifier la coordination et la coopération avec le ministère de la Culture pour soutenir l'investissement privé, en particulier dans les activités qui conduisent à la création d'infrastructures pour l'industrie cinématographique, telles que des studios d'enregistrement, des salles de projection et des institutions de formation, et pourquoi pas des villes cinématographique ».

L'agence s'efforcera de soutenir et d'encourager les opérateurs en facilitant l'accès aux avantages fiscaux et parafiscaux, ainsi que l'accès au foncier économique pour la réalisation de ces projets. Rekkache a, également, évoqué le lancement récent de la plateforme numérique de l'investisseur, offrant aux investisseurs la possibilité de consulter la disponibilité des terrains à l'échelle nationale.

Meriem Djouder

## NOUVELLE PRODUCTION DU TNA

# «Spam» met en garde contre les dangers des réseaux sociaux

LA GÉNÉRALE de la pièce de théâtre "Spam", une comédie noire qui alerte sur les dangers de la technologie, lorsqu'elle sert des intérêts malveillants et inhumains, a été présentée, avant-hier, devant un public nombreux.

Produit par le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), où il a également été présenté, le spectacle a été mis en scène par Idris Benchermine sur un texte de Djallaleddine Guergoua, que le metteur en scène a revu et réécrit dans une conception fantastico-burlesque pour mieux pénétrer le monde puéril et offrir à la trame un support léger qui puisse permettre de saisir la pertinence du message qui a rappelé que tout progrès technologique devrait être au service et à l'avantage de l'être humain uniquement. D'une durée de 60 mn, le spec-

tacle raconte l'histoire d'un groupe d'animaux de différentes espèces vivant en autarcie sous le regard bienveillant d'un coq, dans une ferme agricole où la priorité de chacun, était le bien-être de tous, une harmonie qui allait être ébranlée par l'utilisation abusive et démesurée des réseaux sociaux dans lesquels sévissaient deux loups aux intentions malsaines, via des applications malveillantes. Les deux prédateurs avaient alors mis au point une application qui cachait un stratagème qui allait épuiser les pauvres animaux pour les transformer en des proies faciles.

L'intervention de la chouette qui a prêté main forte au coq, en viendra à bout des deux méchants loups et fera triompher à nouveau l'harmonie et le bien-être dans la ferme. R. C.



Rachat de Manchester United par Ratcliffe et Ineos

**LA PREMIER** League donne son feu vert. Le championnat anglais a approuvé le rachat par le milliardaire britannique Jim Ratcliffe de 25% du capital de Manchester United. L'approbation a été annoncée dans une notification adressée lundi soir à la commission américaine des opérations boursières, la Securities and Exchange Commission (SEC). «Le conseil d'administration a approuvé la semaine dernière le changement de la structure de l'actionariat du club, qui vient d'être officiellement ratifié par un groupe de contrôle indépendant», précise la Premier League dans son communiqué.

**UN PEU PLUS D'UN MILLIARD DE LIVRES**

Il manque encore l'approbation de la Fédération anglaise de football, et le fondateur du géant de la pétrochimie Ineos sera officiellement détenteur de 25% des parts de Man United et chargé des opérations sportives du club. Jim Ratcliffe, également propriétaire de l'OGC Nice en Ligue 1 et de Lausanne (championnat suisse), s'est mis d'accord juste avant Noël avec la famille Glazer, les propriétaires américains, pour le rachat de 25% des parts de Manchester United pour 1,02 milliard de livres, auquel s'ajoutent 238 millions d'investissements dans les infrastructures du club (soit au total l'équivalent de 1,44 milliard d'euros environ). Malgré de nombreux investissements lors du mercato estival, Manchester United connaît une première moitié compliquée en championnat. Avec 41 points en 24 matchs, les Red Devils pointent seulement au sixième rang du classement. Le tout à déjà six points du top 4, synonyme de billet en Ligue des champions, mais déjà à 13 longueurs de la première place détenue par le rival Liverpool.

RECORD D'AUDIENCE

Plus de 120 millions d'Américains ont regardé le Super Bowl

123,4 millions de téléspectateurs aux Etats-Unis ont regardé dimanche, sur leur télévision ou en streaming, les Kansas City Chiefs remporter le Super Bowl, avec la popstar Taylor Swift en tribunes, a annoncé le réseau CBS qui revendique la plus grosse audience jamais atteinte dans le pays.

«La couverture par CBS Sports du 58e Super Bowl (...) a été la plus regardée de l'histoire avec une audience totale de 123,4 millions de téléspectateurs sur toutes les plateformes, incluant CBS Television Network, Paramount+, Nickelodeon, Univision, et CBS Sports, Univision et les propriétés numériques de la NFL, dont NFL+», a indiqué dans un communiqué CBS Sports, en disant se baser sur les mesures d'audience de la société Nielsen. L'année précédente était déjà un record, avec 115,1 millions de téléspectateurs, soit une hausse de 7% pour l'édition qui a eu lieu dimanche. L'annonce intervient alors que le patron du groupe Paramount, propriétaire du réseau CBS et de la plateforme de streaming Paramount+, Bob Bakish, a indiqué mardi dans une note à ses employés que des licenciements seraient notifiés dans la journée, pour «réduire les coûts». Il n'a pas donné de chiffres mais plusieurs médias américains ont évoqué 3% des effectifs, soit 800 postes, ce qu'a confirmé à l'AFP une source proche du dossier. «Le retour de



l'entreprise à la croissance des bénéfices est une priorité absolue en 2024. Pour cela, nous devons continuer à augmenter nos revenus tout en réduisant nos coûts. Malheureusement, cela signifie que nous allons entamer le difficile processus de dire au revoir à certains de nos

collègues très appréciés au sein de Paramount», a écrit le PDG du groupe dans cette note consultée par l'AFP. Aux Etats-Unis, la finale du championnat de football américain dépasse désormais chaque année les 110 millions de téléspectateurs et constitue de loin le spectacle le plus regardé. Au-delà de l'aspect sportif, le Super Bowl attire aussi pour son célèbre show musical de la mi-temps, assuré cette année par la star du R&B Usher, et les grandes entreprises américaines rivalisent d'imagination pour y placer leurs meilleures publicités, devenues un spectacle dans le spectacle. Mais pour cette édition, l'attente avait encore grandi autour de la présence dans les tribunes de la star de la pop américaine Taylor Swift, en couple avec un joueur des Kansas City Chiefs, Travis Kelce, qu'elle est descendue embrasser sur la pelouse après une victoire au bout du suspense. Portés par Kelce, mais surtout par leur quarterback vedette Patrick Mahomes, Kansas City l'a emporté 25 à 22 après prolongation face aux San Francisco 49ers, à Las Vegas.

NBA :

Boston et Minnesota toujours en forme, les Bucks toujours à la peine

**BOSTON**, vainqueur 118-110 à Brooklyn, et Minnesota, qui l'a emporté à Portland 121-109, ont conforté mardi leurs places de leaders des conférences Est et Ouest en NBA, au cours d'une soirée qui a aussi vu les Bucks se faire étriller 123-97 à domicile par Miami.

**A L'EST, BOSTON SANS SOUCI**

Leader de la conférence Est avec le meilleur bilan de toute la NBA (42 v. - 12 d.) Boston a remporté une cinquième victoire de rang 118-110 sur le parquet des Nets de Brooklyn, grâce notamment à son ailier Jayson Tatum (41 points, 14 rebonds), bien aidé par les autres membres du cinq majeur des C's (Brown, Horford, White, Holiday), tous à 14 points ou plus.

**A L'OUEST, MINNESOTA ENCHAÎNE**

A l'Ouest, au lendemain d'un succès probant sur le parquet des Clippers, les Timberwolves ont conforté leur première place (38 v.- 16 d.)

en allant gagner 121-109 chez les faibles Trail Blazers de Portland, avec, là aussi, 41 points d'Anthony Edwards, et un solide double double de leur pivot français Rudy Gobert (16 points, 15 rebonds). Deuxième de la conférence, Oklahoma City s'est aussi imposé 127-113, sur le parquet d'Orlando, avec 32 points de Shai Gilgeous-Alexander et 33 de Jalen Williams, gâchant la soirée des fans du Magic, débutée avec le retrait du N.32 de Shaquille O'Neal, leur légendaire pivot des années 1990.

**LES BUCKS ÉTRILLÉS À DOMICILE**

Toujours à la peine malgré l'arrivée récente de leur nouvel entraîneur Doc Rivers, les Bucks ont sombré à domicile face à Miami 123-97. Avec six joueurs à 12 points ou plus, et une adresse redoutable à trois points (19/40, soit 47,5% de réussite), les Floridiens ont fait plier Giannis Antetokounmpo (23 points, 11

rebonds, 8 passes) et les siens, troisièmes à l'Est, et qui ont seulement remporté quatre de leurs dix derniers matches.

**LES SUNS RÉSISTENT À SABONIS**

Malgré un Domantas Sabonis encore au four et au moulin (35 points, 18 rebonds, 12 passes, 3 contres), les Kings de Sacramento sont repartis de Phoenix avec une défaite 130-125. Les Suns, cinquièmes de la conférence Ouest, ont pu compter sur Kevin Durant (28 points, 11 rebonds) et Devin Booker (25 points, 9 passes), mais ils ont perdu dès le premier quart-temps Bradley Beal, touché à un muscle ischio-jambier. A Los Angeles, les Lakers de LeBron James (25 points, 8 passes) se sont eux aussi imposés 125-111 face aux Pistons, pour le retour sur un parquet d'Evan Fournier, tout juste transféré dans le Michigan en provenance des Knicks, où il ne jouait plus (13 points, 4 rebonds).

EUROPE : LIGUE DES CHAMPIONS

Le Real Madrid ultra réalistes, Manchester City bascule en tête à Copenhague . . .

**LE REAL MADRID**, avec son expérience de la Ligue des champions, a remporté une victoire très réaliste à Leipzig. Alors que Manchester City a fait le boulot à Copenhague. Le Real Madrid, dans cette double confrontation face à Leipzig, bascule en tête après le match aller mais s'en sort très bien avec cette courte victoire (1-0). Parce que les Merengue auraient peut-être dû être mené dès la deuxième minute avec un but de Sesko refusé pour un hors-jeu litigieux (2e). Mais aussi parce que Lunin a dégoûté les attaquants adverses avec de nombreux arrêts. Mais l'expérience de la Ligue des champions a parlé et le Real Madrid a donc gagné avec un but magnifique de Brahim Diaz qui a réalisé un vrai festival conclu du pied gauche (48e). Et Vinicius aurait même pu donner un avantage plus large s'il n'avait pas

trouvé le poteau. Dans l'autre rencontre, Manchester City a déjà fait le break sur la pelouse de Copenhague. Kevin De Bruyne a ouvert la marque d'une belle frappe croisée (10e) et même si Mattsson a égalisé en profitant d'une erreur de relance d'Ederson (34e), ce sont bien les Citizens qui ont fait le break ensuite par Bernardo Silva (45+1e) avant que Foden ne profite de la deuxième passe décisive de la soirée de De Bruyne pour corser une dernière fois la marque dans le temps additionnel (90+2e).

**... LE RETOURNÉ COMPLÈTEMENT FOU TENTÉ PAR HAALAND, MESURÉ À 2,34M DU SOL**

Un moment suspendu. Une fraction de seconde durant laquelle le Parken Stadium de Copenhague a retenu son souffle.

Ce mardi soir, à l'occasion du huitième de finale aller de Ligue des champions entre Copenhague et Manchester City, Erling Haaland a tenté un geste complètement fou à la 29e minute. Alors que les hommes de Pep Guardiola menaient 1-0 grâce à un but de Kevin De Bruyne, Jérémy Doku, en première intention, centre vers le point de pénalty. Sur le coup, Haaland ne se pose aucune question et, dans un geste plein de spontanéité, s'envole dans le ciel danois pour reprendre le ballon sur un retourné. Sa tentative n'est pas cadrée, mais le geste de l'attaquant norvégien fait halluciner tout le monde. Sur le coup, la jambe gauche de l'ancien joueur du Borussia Dortmund est mesurée... à 2,34m du sol. À titre de comparaison, le retourné mythique de Cristiano Ronaldo avec le Real Madrid face à la Juventus

Turin (quart de finale de la Ligue des champions 2018) avait de son côté été mesuré à 2,30m, sachant que le Portugais avait de son côté fait trembler les filets. «J'essaye de comprendre. L'explosivité qu'il faut pour aller chercher ce ballon... Aller le chercher aussi haut... tu te demandes pourquoi il ne l'a pas pris de la tête», lâche notre consultant Johan Djourou sur le plateau de RMC Sport. «Mais ça démontre l'athlète que c'est. Ça aurait mérité un but tellement c'est beau.» Malheureusement pour Erling Haaland, le cadre s'est dérobé. En dépit d'avoir inscrit un but de légende, le Cyborg norvégien, qui n'a pas trouvé le chemin des filets ce mardi soir, peut se consoler avec la belle victoire des Skyblues. Charge à lui de marquer de son empreinte le match retour, le 6 mars, en Angleterre.

## CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DE LIGUE 1 (17E JOURNÉE)

**Tranquille, le MC Alger ?**

*Même si le match ne paraît pas facile face au CS Constantine, le leader, le MC Alger, a une petite chance de semer à nouveau son poursuivant, le CR Belouizdad, qui sera absent en raison de sa rencontre de Ligue des champions africaine face à Al - Ahli du Caire alors le Paradou AC, qui clôt le podium, aura fort à faire devant une JS Kabylie qui veut confirmer après son dernier succès chez lui à Tizi Ouzou*

Par Rabah Azizi

**A**bsent le week-end dernier, le leader mouloudéen retrouve le 5 juillet et son public à l'occasion d'une belle affiche qui le mettra aux prises avec le onze de Cirta qui jouera à nouveau sur cette pelouse deux semaines après son voyage à Alger où il battu le voisin usmiste et se retrouve au pied du podium. Un choc à suivre qui verra les camarades de Belaïli tenter le tout pour l'emporter et s'échapper en tête du classement en l'absence de son dauphin, le CRB concerné, lui, par la ligue des champions d'Afrique devant le tenant du titre le Ahly du Caire. A première vue et si les pronostics sont en faveur des mouloudéens, l'issue de ces retrouvailles est placée sous le signe du suspense, les Sanafirs, en bonne forme actuellement, restant capables de rééditer leur performance face à l'USMA. L'autre affiche du jour se jouera également dans la capitale avec, pour acteurs, le Paradou AC, auteur jusqu'à présent d'un parcours exceptionnel vue la jeunesse de son effectif comme il l'a démontré devant les rouge et noir algérois qu'il a humiliés carrément (large victoire de 5-1) qui a fait mal aux fans de Soustara, et la JS Kabylie qui alterne le bon et le moins bon, et réappris à gagner récemment (difficile vainqueur du NC Magra, 2-1) et se rapproche doucement mais sûrement du podium. C'est pourquoi, ce duel mérite le déplacement et promet d'être serré, même si la jeune équipe de Hydra, sur un nuage, a les moyens de frapper à nouveau. Dans la liste des matchs à suivre, celle d'El Bayadh



où le Mouloudia local reçoit l'Entente de Sétif dans une explication ouverte sur tous les scénarios, tant les deux teams sont inconstants depuis le début de la compétition. Qui l'emportera ? Pronostic difficile. A l'image de l'affiche USM Khenchela-USM Alger. Toutefois, le naufrage des usmistes algérois face au Paradou dimanche a sûrement laissé des traces au moral alors que les locaux, bien que défaits à Sétif, ont des raisons de croire en leurs chances mais attention à la bête blessée. Les trois autres rencontres inscrites au programme, à savoir ASO/Chlef- ES Ben Aknoun (vendredi), et US Souf- US Biskra, JS Saoura- MC Oran sont particulièrement à suivre car elles engagent un trio de menacés de la relégation même si le cas des Soufis semble réglé, l'ascenseur pour la Ligue 2 déjà actionné. Ainsi, les deux potentiels candidats à la descente, à savoir l'ES Ben Aknoun et le MC Oran, l'un des deux devrait suivre apparemment, même

s'il reste encore 14 étapes, le onze d'El Oued. En rendant visite à l'ASO/Chlef, qui a besoin de points pour se mettre à l'abri, et à la JS Saoura, quelque peu en panne cette saison, elles sont condamnées à resserrer les rangs pour tenter de glaner des points précieux. En somme une journée intéressante.

R.A

**LE PROGRAMME DE LA 17E JOURNÉE :**

Jeudi (aujourd'hui, Acte 1) :  
MC El Bayadh- ES Sétif (15H30)  
Demain (vendredi, Acte2) :  
Paradou AC- JS Kabylie (15H30)  
USM Khenchela- USM Alger (15H30)  
ASO/Chlef- ES Ben Aknoun (16H45)  
Samedi (Acte3):  
US Souf- US Biskra (15H30)  
JS Saoura- MC Oran (16H45)  
MC Alger- CS Constantine (18H00)  
Reporté :  
NC Magra- CR Belouizdad

**Un match à huis clos pour l'US Biskra**

**L'US BISKRA**, club sociétaire de la Ligue 1 algérienne de football, a écopé d'un match à huis clos pour une quatrième infraction au code disciplinaire concernant le jet de fumigène sur le terrain, a annoncé lundi soir la Commission de discipline de la Ligue de football professionnel (CD/LFP). « La sanction de l'USB est rehaussée d'une amende d'un million de

Dinars (1.000.000 DA) », a détaillé l'instance dans un communiqué, ayant comporté plusieurs autres sanctions, et dont la plus importante a probablement été la suspension du dirigeant de la JS Kabylie, Brahim Zafour. L'ancien défenseur central et capitaine des Canaris, aujourd'hui dans le staff dirigeant, a écopé en effet de deux matchs de suspension, dont un avec sursis, pour «

mauvais comportement envers officiel de match », a-t-on détaillé de même source. Pour sa part, le président de l'USM Alger, Kamel Hassina, a été convoqué par la Commission de discipline pour la séance du mercredi 14 février courant, et devant laquelle il comparaitra pour s'expliquer sur certaines de ses dernières déclarations à la presse.

**MEETING D'ALGER DE PARA-ATHLÉTISME :****Participation record au rendez-vous du Sato au Complexe olympique**

**NEUF-CENT-CINQUANTE-NEUF** (959) athlètes filles et garçons de 62 associations et clubs de handisport, ainsi que la sélection nationale (B), constituée des jeunes talents, ont pris part au 2e meeting national de para-athlétisme au Sato du complexe olympique «Mohamed Boudiaf» à Alger, ce qui constitue «un record absolu et historique de participation», de l'avis des présents. «Un chiffre aussi important qui a atteint 959 athlètes des deux sexes et tous types d'handicaps, c'est une première à ma connaissance, moi qui est un habitué de ces meetings en para-athlétisme et je fais toujours partis des officiels des compétitions. Et en plus, tout s'est bien passé, puisque, auparavant et avec un nombre de participants, bien moins que celui-ci, on trouvait des difficultés à faire marcher les compétitions, sans bavures», ont expliqué

des juges-arbitres de la ligue spécialisée chargée de l'organisation sportive. Organisé par la ligue algéroise handisport (LAH), sous l'égide de la Fédération algérienne handisport (FAH) et avec la collaboration de la ligue algéroise d'athlétisme (LAA), le 2e meeting de para-athlétisme a été l'occasion pour les différentes associations et clubs et leurs staffs techniques d'évaluer leurs athlètes et d'analyser leurs capacités à concourir pour une médaille et essayer de confirmer leurs potentiels, même s'ils n'étaient qu'à leur second meeting national». Les représentants des associations et clubs participant ont relevé, avec «satisfaction» la bonne organisation du meeting sur plusieurs plans, expliquant que ce qui a rendu facile la tâche des organisateurs, est l'application, par la fédération, de la nouvelle plateforme numérique d'inscription

et de gestion des licences obligatoires dans toutes les disciplines et pour tous les athlètes. Le programme proposé comportait quatorze épreuves (sept courses et autant aux concours). Le 2e meeting d'Alger a été aussi l'occasion pour procéder à la classification de pas moins de 37 nouveaux athlètes en para-athlétisme, ce qui leur permettra de prendre part à l'avenir dans les compétitions nationales et internationales et qui leur ouvrira les portes des équipes nationales s'ils possèdent le niveau et le potentiel requis et exigé par la direction technique nationale. Au-delà des résultats techniques, ce rendez-vous a permis aux athlètes de la sélection «B» (jeunes talents) de para-athlétisme de préparer leur prochaine sortie, à savoir le meeting international de para-athlétisme de Tunis du 22 février au 5 mars 2024.

**FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES ARTS MARTIAUX : DÉSIGNATION DE SOFIANE KERBA À LA TÊTE D'UN DIRECTOIRE**

**SOFIANE** Kerba a été désigné à la tête du directoire chargé de gérer les affaires de la Fédération algérienne des arts martiaux (FAAM), a appris l'APS mardi auprès de l'instance fédérale. Sofiane Kerba est désigné président du directoire composé aussi de trois autres membres : Nacereddine Mously, Razak Assoussoud et Lahcen Sekfane, a-t-on précisé. La mise en place d'un directoire intervient suite à la vacance du poste du président sortant, Djamel Tazibt et l'annulation de l'assemblée générale électorale (AGE), du 9 décembre dernier pour non-conformité des dossiers de candidatures (président et sa liste) avec les statuts, règlements intérieurs de la FAAM ainsi qu'avec le décret exécutif régissant les associations nationales. Djamel Tazibt (41 ans) occupait le poste du président de la Fédération algérienne des arts martiaux (FAAM) pour le mandat olympique 2013-2016.

**TOURNOI INTERNATIONAL DE STRANDJA: LES BOXEURS ALGÉRIENS DÉCROCHENT CINQ MÉDAILLES**

**LA SÉLECTION** algérienne de boxe a décroché cinq médailles (1 argent, 4 bronze) au 75e tournoi international de Strandja disputé du 4 au 11 février à Sofia en Bulgarie, a indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAB). La breloque en argent a été remportée par Mohamed Makhoulouf (71 kg), alors que celles en bronze sont revenues à Khennouci Kamel (48 kg), Abdennacer Benlaribi (67 kg), Ghazli Abderraouf (75 kg) et Mohamed Houmri (81 kg). Sous la conduite des entraîneurs Dine Ahmed, Kenzi Abdelhani, Noureddine Touilbini et Mohamed Allalou, les boxeurs algériens préparent le tournoi mondial olympique qui se déroulera du 1er au 12 mars prochain en Italie.

**JUDO : PLUS DE 150 ATHLÈTES À L'OPEN AFRICAÏN D'ALGER**

**PLUS** de 150 judokas (messieurs et dames), représentant 25 nations, seront engagés dans l'édition 2024 de l'Open Africain d'Alger, prévue les 17-18 février à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed Boudiaf (Alger), a appris l'APS lundi auprès des organisateurs. L'Algérie, pays hôte de l'évènement, sera la mieux représentée, avec un total de 72 judokas engagés (52 messieurs et 20 dames), au moment où certaines nations comme le Tchad, le Bénin et Malawi n'ont engagé qu'un seul athlète. Outre les pays africains, la compétition enregistrera la participation de certaines nations venues des quatre coins du monde, notamment, les Etats-Unis, le Canada, la Nouvelle Zélande, la Bulgarie, la Grande Bretagne et la Thaïlande. Leur présence s'explique par le fait que l'Open Africain d'Alger peut contribuer à l'amélioration du Ranking olympique, dans la perspective d'une qualification aux JO de Paris 2024, car mettant 100 points en jeu. La compétition sera suivie d'un stage de formation pour les athlètes d'élite et leurs entraîneurs, prévu du 20 au 28 février à l'Institut des sciences et technologies du sport d'Alger. « Le stage des athlètes sera animé par l'ex-champion du monde français, Larbi Benboudaoud, alors que les entraîneurs seront encadrés par l'expert croate Slavisa Bradic » a-t-on encore détaillé de même source.



## Microsoft Copilot se dote de GPT-4 Turbo et DALL-E

*Technologie : Microsoft a annoncé de nombreuses nouveautés pour son chatbot alimenté par l'IA récemment rebaptisé. Parmi elles, GPT-4 Turbo, DALL-E 3, mais aussi un interpréteur de code et une fonctionnalité d'aide à la rédaction. Le point sur les annonces.*

**N**euf mois après le lancement de son chatbot alimenté par l'IA Bing Chat, Microsoft l'a renommé : il s'appelle désormais Copilot. Microsoft a annoncé cette semaine de nouvelles fonctionnalités dans Copilot, destinées à optimiser encore davantage les performances de l'IA. Dans un billet de blog, Microsoft a révélé les nouvelles fonctionnalités que les utilisateurs peu-

### Bricorama lance pAInt, son assistant virtuel basé sur OpenAI



**TRANSFORMATION DIGITALE** : L'enseigne de bricolage des Mousquetaires dispose à son tour d'une application basée sur l'IA générative. Bricorama a lancé pAInt, un expert peinture développé avec Accenture sur une instance Azure d'OpenAI.

Le secteur du retail confirme son intérêt pour les technologies d'intelligence artificielle générative. Après Cdiscount et Castorama, c'est au tour de l'enseigne de bricolage Bricorama - marque du groupe Les Mousquetaires - de se lancer. Bricorama annonce la mise en ligne sur son site e-commerce de pAInt, un assistant exploitant l'IA Gen pour conseiller les acheteurs dans le choix de peinture. Une décision qui peut s'avérer complexe sans l'assistance d'un conseiller.

L'assistant conversationnel bricoleur d'une logique omnicanale pAInt, c'est donc un robot "conçu pour inspirer et guider les clients dans chaque étape de leurs projets, de l'inspiration en proposant des styles tendances à l'achat de matériaux, jusqu'à

vent s'attendre à voir en 2024, et même certaines dont vous pouvez profiter dès maintenant, qui étendront les capacités du chatbot sur plusieurs aspects différents.

#### GPT-4 Turbo

L'amélioration la plus notable est que Copilot pourra bientôt utiliser le dernier modèle d'OpenAI, GPT-4 Turbo, pour générer des réponses. Cette fonctionnalité est actuellement testée auprès d'utilisateurs sélectionnés et sera intégrée à grande échelle dans Copilot au cours des prochaines semaines, précise Microsoft.

Annoncé pour la première fois lors du DevDay d'OpenAI, GPT-4 Turbo repousse les limites de son chatbot de deux

comment réaliser la mise en œuvre." Selon Bricorama, ce nouveau service permet d'accompagner ses clients dans leurs projets dits « Do It Yourself ». Cette tendance dans le domaine du bricolage est aussi explorée par son concurrent Castorama. Le mois dernier, l'enseigne ouvrait l'accès à son assistant en se concentrant au départ sur la catégorie des appareils électroportatifs. L'ambition affichée : "transposer le conseil prodigué en magasin sur le site grâce aux recommandations précises et individualisées." Bricorama poursuit la même stratégie avec pAInt, un outil conversationnel. Le conseiller virtuel offre pour cela des fonctionnalités d'aide au choix et des conseils pratiques. La finalité reste la vente. Ainsi, l'IA générative s'intègre directement au processus d'achat.

#### pAInt connecté au panier pour transformer l'aide en achat

"Les clients ont la possibilité d'ajouter les produits directement dans le panier en un clic", précise l'entreprise, dont l'assistant va puiser des données dans le catalogue produit pour répondre aux questions.

Afin de fournir de l'aide, l'agent est aussi connecté à la base de contenus vidéo existants. Fonctionnant comme un moteur de recherche doté d'une interface conversationnelle, pAInt fournit les tutoriels "les plus pertinents de l'enseigne, proposant ainsi des démonstrations concrètes."

Sur le plan technologique, Bricorama s'est appuyé sur l'expertise d'Accenture et de son agence Accenture Song.

façons : tout d'abord en étendant ses connaissances jusqu'en avril 2023, puis grâce à une fenêtre contextuelle de 128 ko, qui lui permet de faire tenir plus de 300 pages de texte dans un seul prompt.

OpenAI n'a pas encore doté ChatGPT de GPT-4 Turbo, et la décision de Microsoft de l'inclure dans Copilot est donc importante, en particulier pour ceux qui pourraient bénéficier de ces capacités avancées dans leur flux de travail quotidien.

#### DALL-E 3

Une autre amélioration importante de Copilot est qu'il disposera désormais d'une version mise à jour de DALL-E 3, permettant de générer des images de meilleure qualité et plus précises. Les utilisateurs peuvent commencer à en profiter dès maintenant en visitant [bing.com/create](https://bing.com/create) ou en utilisant Copilot. Pour optimiser les messages multimodaux sur Copilot, Microsoft combine GPT-4 avec la recherche d'images Bing et les données de recherche du web afin de mieux comprendre les requêtes d'images, selon l'entreprise. Cette nouvelle fonctionnalité sera bientôt disponible. Par ailleurs, si vous utilisez Copi-

lot pour des tâches techniques – comme des mathématiques ou du codage – Microsoft a une bonne nouvelle : l'entreprise travaille sur une nouvelle fonctionnalité, un interpréteur de code, qui permettra d'exploiter Copilot pour des tâches complexes, notamment des calculs plus précis, du code, de l'analyse de données... et bien d'autres choses encore. Cette fonctionnalité en est encore à la phase de collecte des retours, mais Microsoft prévoit de la mettre à disposition du plus grand nombre d'ici peu.

#### Aide à la rédaction

Enfin, celles et ceux qui utilisent le navigateur de Microsoft, Edge, pourront bientôt utiliser Copilot pour rédiger du contenu à partir de la plupart des sites web, grâce à la fonction Compose. Il suffira de sélectionner le texte que vous souhaitez réécrire, et Copilot s'en chargera pour vous.

Enfin, le moteur de recherche Bing se dote d'une nouvelle fonction de recherche approfondie, alimentée par GPT-4. Cette dernière permettra d'explorer des sujets plus en profondeur en proposant des réponses plus complètes et plus fiables aux requêtes des utilisateurs et des utilisatrices.

### iOS 17.2 : prise en charge de la recharge sans fil Qi2 pour les iPhone 13 et 14

**IL S'AGIT** d'une nouvelle version de la norme de recharge sans fil Qi, développée par le Wireless Power Consortium. Voici ce que cela signifie pour les propriétaires d'iPhone.

La prochaine mise à jour iOS 17.2 pour l'iPhone, qui devrait arriver avant la fin de l'année, permettra aux iPhones plus anciens de prendre en charge un protocole de recharge sans fil de nouvelle génération.

Le protocole de recharge sans fil Qi2, qui est déjà pris en charge par l'iPhone 15, sera étendu à tous les modèles d'iPhone 13 et d'iPhone 14, selon les notes de mise à jour qui accompagnent la version iOS 17.2 RC (Release Candidate) de l'iOS.

#### Qu'est-ce que le Qi2 ?

Il s'agit d'une nouvelle version de la norme de recharge sans fil Qi, développée par le Wireless Power

Consortium. La norme Qi2 propose de meilleures capacités de transfert d'énergie, des vitesses de charge plus rapides et une plus grande efficacité énergétique.

Selon le Wireless Power Consortium, Apple "a fourni la base de la nouvelle norme Qi2 en s'appuyant sur sa technologie MagSafe" et utilise des aimants pour fournir un moyen sûr de mieux fixer et aligner le smartphone avec le chargeur, une technologie appelée Magnetic Power Profile.

#### MagSafe peut prendre en charge la recharge sans fil jusqu'à 15 W

MagSafe peut prendre en charge la recharge sans fil jusqu'à 15 W, et c'est la puissance que la norme Qi2 prendra également en charge, augmentant ainsi la puissance de recharge de 5 à 7,5 W actuellement prise en charge par Qi. En d'autres termes, la prise en charge de la norme Qi2 signifie que les chargeurs sans fil tiers seront en mesure d'offrir les mêmes vitesses de charge que celles actuellement proposées par le matériel MagSafe officiel d'Apple.

# Ce que révèle le premier démontage D'un iPhone 15 Pro

La chaîne YouTube spécialiste du démontage de smartphone PBKreviews s'est penchée sur le dernier bijou d'Apple pour en découvrir les secrets de sa conception. Quelques différences sont à noter par rapport à la génération précédente.

**S**'il y a bien un smartphone qui est attendu par ses fans inconditionnels à chaque nouvelle génération, c'est bien l'iPhone. À peine sorti, l'iPhone 15 Pro est déjà un succès. Plus léger qu'avant, plus performant et toujours doté de capacités photographiques excellentes, cette nouvelle version reste dans la plus pure tradition du produit phare d'Apple. Si l'écrasante majorité l'achète pour un usage classique, ce n'est pas le cas de tous. La chaîne YouTube PBKreviews s'en est procuré un, juste pour le démonter et découvrir ce qui se cache dans le ventre de la bête.

## Un démontage déconcertant de facilité

La première étape du démontage passe nécessairement par le retrait de l'écran. Une étape qui s'effectue avec une (trop ?) grande fluidité comme vous pouvez le voir dans la vidéo située en bas de l'article.

La manipulation reste tout de même délicate, puisque la dalle est reliée au téléphone à l'aide d'un seul et unique



câble. Flexible et minuscule, celui-ci pourrait facilement être endommagé si le démontage ne se fait pas avec prudence. La couche située en dessous de l'écran est composée d'une couverture en aluminium sur laquelle est apposé un film de graphite.

Conçue pour améliorer la dissipation thermique lors de l'usage du téléphone, il se trouve que celle-ci n'est pas la plus efficace qui soit.

Des précédents rapports du média Wccftech avaient déjà fait état de ce problème lors d'un article qui date de quelques jours.

## Évolutions et comparaisons

Au niveau de la batterie, la conception en forme de « L » fait son retour. Elle est très facile à retirer grâce à son système de languettes, mais elle ne fait pas l'unanimité chez les réparateurs et bricoleurs.

Pensée pour optimiser l'espace à l'intérieur de l'appareil, son remplacement peut être en revanche plus complexe qu'une batterie de forme classique. Pour la retirer, quelques gouttes d'alcool isopropylique suffisent.

La carte mère A17 Pro et le PCB sont aussi relativement simples à démonter

de l'ensemble.

Le port USB-C est d'ailleurs soudé au PCB, une conception qui pourrait apparemment devenir problématique en cas de dysfonctionnement.

Selon les conclusions de PBKreviews, Apple semble avoir progressé dans la construction interne de son smartphone. Même si une marge d'amélioration reste possible (notamment au niveau de la conception de la batterie et la position de certaines vis complètement cachées), la chaîne lui a attribué une jolie note de 7/10. Un meilleur résultat que celui de l'iPhone 14 Pro Max.

## Xeon Platinum 8580 : parce qu'Intel non plus ne manque pas de cœurs



La gamme de processeurs Xeon se destine aux serveurs et aux stations de travail, mais ce n'est pas une raison pour ne pas s'y intéresser.

Alors que les premiers modèles datent de juin 1998, la gamme Xeon vient donc tranquillement de fêter son quart de siècle. Hélas, la situation n'est pas vraiment à la fête pour Intel.

Malgré l'arrivée prochaine d'une nouvelle génération qui tente de montrer les muscles, il semblerait que les composants Intel soient encore très largement distancés par leurs concurrents AMD.

## Un échantillon d'ingénierie passé au crible

Comme souvent lorsque l'on parle de fuites au sein du line-up Intel, nous devons ces précisions au toujours très bien informé YuuKi\_AnS lequel est, une fois encore, relayé par nos confrères de VideoCardz.

YuuKi\_AnS souligne d'emblée que ces informations ne concernent pas une puce dite « finale », mais un échantillon d'ingénierie « ES2 ». Dans les faits, ce n'est évidemment plus à ce stade du développement de la puce qu'Intel va en modifier les caractéristiques tech-

niques.

Le processeur en question est donc un Xeon Platinum 8580 de la gamme Emerald Rapids d'Intel. Selon les dénominations de la société américaine, il s'agit de la cinquième génération de ce type de processeurs et elle aura fort à faire puisque opposée à EPYC Genoa et Genoa-X d'AMD.

2,6x plus de cache que Sapphire Rapids Le Xeon Platinum 8580 est, comme prévu, un processeur doté de 60 cœurs Raptor Cove pour un total de 120 threads. Il ne s'agit donc d'intégrer que des cœurs performants et pas le moindre cœur efficace comme c'est le cas sur Alder Lake ou Raptor Lake.

Des cœurs en nombre qui seront épaulés par un cache largement en hausse. On parle de 2 Mo de cache L2 pour chaque cœur, soit un total de 120 Mo de L2. De plus, le cache L3 est partagé et se monte à 300 Mo pour un total de cache combiné impressionnant, 420 Mo tout de même. Il faut noter que cela représente une augmentation de 2,6x par rapport à Sapphire Rapids, la précédente génération chez Intel.

En revanche, par rapport à l'offre concurrente d'AMD constituée des CPU Genoa et Genoa-X, on est encore loin du compte : sur ces montres, on parle, dans le meilleur des cas, de 96 cœurs/192 threads et d'un total hallucinant de 1,25 Go de cache combiné réparti en 96 Mo de cache L2, 384 Mo de cache L3 lié aux CCD et 768 Mo de cache L3 lié au 3D V-Cache.

Bien sûr, les données techniques ne font pas tout et Intel a encore quelques puces un peu plus musclées que ce Xeon Platinum 8580, mais le maximum reste calé sur 64 cœurs

(Xeon Platinum 8592). Nous verrons tout cela plus en détail au moment de leur sortie, le 14 décembre prochain.

## Puissante et dotée d'un clavier, la console AYANEO SLIDE sur le point de sortir



Une console portable de plus vous direz-vous ? Vous n'avez pas forcément tort, mais celle-ci se dote d'un accessoire bien pratique. D'abord teasée, ensuite annoncée, la SLIDE est maintenant « présentée officiellement » par son promoteur et fabricant, le Chinois AYANEO qui fait feu de tout bois pour toucher autant de joueurs que possible.

En effet, la SLIDE n'est rien de moins que la quatrième – si nous comptons bien – console dévoilée par AYANEO en l'espace de quelques mois, mais il est vrai que celle-ci a vraiment quelque chose en plus.

## Clavier 64 touches coulissant et inclinable

Un quelque chose que vous aurez évidemment remarqué dès les premières photos : la console intègre effectivement un véritable clavier – QWERTY certes – de pas moins de 64 touches. Un clavier qui, comme le nom de la

console l'indique sans trop d'ambiguïté, est coulissant. Enfin, en réalité, c'est plutôt l'écran que l'on fait glisser (en anglais to slide) afin de laisser apparaître ce clavier.

Mieux, AYANEO insiste sur la possibilité, loin d'être gadget, d'incliner l'écran une fois la position la plus « ouverte » atteinte. L'idée est alors de disposer d'un angle de vision plus agréable pour saisir ou jouer.

Des caractéristiques qui avaient déjà été évoquées par AYANEO et qui sont aujourd'hui confirmées au même titre que l'ensemble de la fiche technique, laquelle est donc maintenant considérée comme finale. L'AYANEO SLIDE se dote donc d'un écran de « seulement » 6 pouces de diagonale : c'est sensiblement inférieur aux standards du marché, mais en revanche équivalent à ce que propose la seule autre console dotée d'un clavier, la Win 4 de GPD.

## Inévitable AMD Ryzen 7 7840U

La définition de la dalle est en 1080p et c'est la technologie IPS qui a été retenue. Hélas, aucune information sur la fréquence de rafraîchissement de la dalle alors que sa définition est plutôt raccord avec la puissance offerte par l'APU sélectionnée par AYANEO, l'inévitable AMD Ryzen 7 7840U.

De manière assez surprenante, nous n'avons pas d'information sur la quantité de mémoire qui sera associée à cette APU, mais gageons que nous aurons le choix entre 16 Go, 32 Go et 64 Go de LPDDR5. Des informations finales qui seront disponibles au lancement de la campagne de financement Indiegogo dont la page de réservation est d'ores et déjà en ligne.

Il existe un volcan en Indonésie qui produit de la lave bleue !



**VOUS ALLEZ** croire que cette photo provient d'une nébuleuse ou d'une planète lointaine. Mais, c'est en fait la lave du volcan Ijen qui regroupe plusieurs stratovolcans situés à l'Est de Java, en Indonésie, et qui renferment le lac le plus acide de notre planète. Le phénomène de la lave bleue est dû à la combustion des gaz sulfuriques qui se dégagent des fissures dans le volcan à des températures allant jusqu'à 600°C. Lorsque ces gaz entrent en contact avec l'air, ils s'enflamment, envoyant des flammes jusqu'à 5 mètres de haut. Certains de ces gaz se condensent en soufre liquide ce qui donne l'aspect de la lave qui est de la couleur bleue électrique.

Chaque épisode de « Game of Thrones » coûte 6 millions de dollars !



**DEPUIS** sa première diffusion, la série fantastique de HBO cartonne dans le monde entier grâce à ses effets spéciaux incroyables et à son scénario épique, mais tout cela a un prix. En effet, la chaîne HBO dépense la somme exorbitante de 6 millions de dollars (environ 4.5 millions d'euros) pour chaque épisode de la série qui est tournée à la fois en Islande, en Croatie et en Irlande du nord.

## LE SAVIEZ VOUS

Indépendant



## Un randonneur belge survit à une chute de 40 mètres dans les Pyrénées, un appel de son patron lui sauve la vie

*Un Belge de 22 ans qui était parti faire de l'escalade près de la commune de Campan, dans les Hautes-Pyrénées, a survécu mardi dernier à une chute de 40 mètres, comme le rapportent plusieurs médias français. Le jeune homme est resté inconscient pendant toute une nuit. C'est un appel téléphonique de son patron qui lui a finalement été salutaire.*

**L**e jeune homme de 22 ans était parti seul faire de l'escalade dans une réserve naturelle près de la commune française de Campan, dans le sud-ouest du pays, mardi, lorsque les choses ont mal tourné, relate France Bleu. À cause d'une erreur technique, le Belge a fait une

lourde chute d'une hauteur de 40 mètres. Il a perdu connaissance et est resté inconscient toute la nuit. Ce n'est que le lendemain matin, vers 8 heures, qu'il a été réveillé par la sonnerie de son téléphone. À l'autre bout du fil: son patron, inquiet de ne pas le voir arriver au travail. Confus, le

jeune homme lui explique ce qu'il s'est passé, tandis que son employeur lui conseille de prévenir les services de secours le plus rapidement possible, afin qu'ils le géolocalisent. "Si son employeur ne l'avait pas appelé, l'issue aurait été vraisemblablement fatale pour la victime", relate un

secouriste dans les colonnes de La Dépêche. Retrouvé en état d'hypothermie sévère, l'homme souffre de multiples fractures. Après avoir reçu les premiers soins sur place, il a été transporté par hélicoptère à l'hôpital de Pau. Ses jours ne sont plus en danger.

## Cinq ans après un braquage foireux, il tente d'attaquer la même banque et se fait arrêter à la porte

Comme un sentiment de déjà-vu. Le 2 octobre 2023, un homme a tenté de braquer une banque en Alaska en utilisant une méthode quelque peu hasardeuse. Il a rapidement été interpellé par la police. En 2018, il avait déjà été arrêté au même endroit après un précédent braquage, alors qu'il comptait les billets sur les marches de l'établissement...

**LE SITE AMÉRICAIN** Voice Media l'avait déjà classé parmi les « criminels les plus stupides de tous les temps ». Apparemment, cet homme de 49 ans n'en a pas tiré les conséquences. En 2018, il avait été condamné à une peine de 366 jours de prison, suivie de cinq ans de liberté surveillée, pour un braquage particulièrement calamiteux. Comme l'expliquait à l'époque le New York Post, il était entré dans la succursale de la First National Bank of Alaska (FNBA) à Anchorage, en Alaska (États-Unis).

Muni d'un grand sac à dos, il avait remis au caissier une note inscrite sur un formulaire... avec son nom et sa date de naissance au dos. « C'est un hold-up. S'il vous plaît, mettez l'argent

qu'ils veulent dans le sac. Que Dieu nous aide !!! », avait-il écrit. Il était ressorti avec un butin d'environ 400 dollars, mais il avait été arrêté par la police quelques instants plus tard... alors qu'il comptait tranquillement les billets sur les marches de la banque ! « Il s'agit probablement de l'arrestation la plus rapide de l'histoire récente, du moins localement pour Anchorage », avait déclaré la porte-parole du FBI en Alaska.

### Il glisse une note à travers les portes

Ce lundi 2 octobre 2023 au matin, les employés de la FNBA ont dû avoir un étrange sentiment de déjà-vu. Alors que la banque était fermée, le même



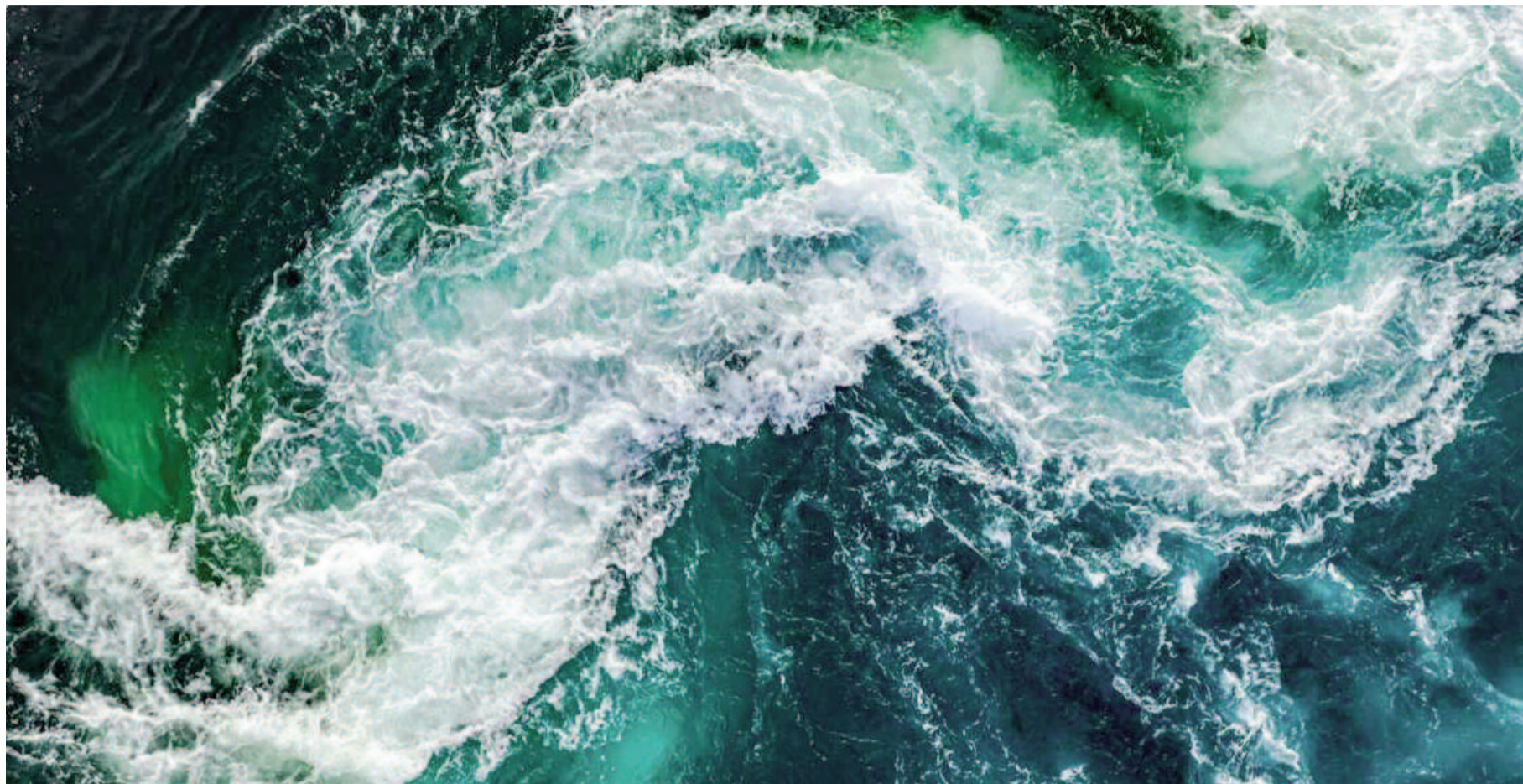
homme s'est présenté à l'entrée du bâtiment. Il a tenté à plusieurs reprises d'ouvrir la porte, selon le site Daily Beast, qui cite la plainte officielle : « Deux employés ont tenté de lui dire que la banque n'ouvrirait qu'à 10 h. Il a refusé de partir et a glissé une note à travers les portes. » Le message disait : « C'est un vol, mettez l'argent dans un

sac et je sortirai. Que Dieu nous aide tous. » Quasiment un copié-collé de celui de 2018.

L'agent de sécurité lui a bien conseillé de partir, mais l'homme a préféré rester sur place. Les employés de la banque ont pris soin de prévenir leurs collègues qui n'étaient pas encore arrivés au travail afin de les mettre en garde, craignant que l'individu ne les prenne en otage.

Arrivés quelques instants plus tard, les policiers d'Anchorage n'ont pas eu de mal à interpellé ce drôle de braqueur, qui n'a opposé aucune résistance. Ce dernier a même déclaré « avec enthousiasme » que ce n'était pas sa première tentative. Il encourt cette fois une peine de 20 ans de prison.

## Chaos climatique : le courant marin qui englobe le Gulf Stream serait proche d'un point de basculement



**Des scientifiques ont découvert un "signal d'alerte" témoignant, selon eux, du fait que l'AMOC – un courant marin à l'influence cruciale sur le climat – s'approche plus vite que prévu d'un point de basculement.**

Un scénario catastrophe digne du film *Le Jour d'après* (Roland Emmerich, 2004) : sans la circulation méridienne de retournement atlantique (AMOC), une sorte de "tapis roulant" en trois dimensions des masses d'eau de l'océan Atlantique, l'hémisphère nord se refroidirait considérablement. L'Europe perdrait entre 5 et 10 degrés Celsius en l'espace d'un siècle...

L'effondrement de l'AMOC – dont le Gulf Stream constitue l'un des segments – entraînerait également des modifications des précipitations, et pas seulement dans l'hémisphère nord. Ainsi, les saisons humide et sèche de la forêt amazonienne changeraient de temporalité, avec des impacts écologiques majeurs dans cet écosystème déjà proche d'un point de basculement.

Quand ce courant s'effondrera-t-il ? La question, désormais, ne semble plus être "Ce courant s'effondrera-t-il ?" mais "Quand s'effondrera-t-il ?". En effet, les masses d'eau océaniques plongent et remontent par rapport à la surface selon leur teneur en sel (gradient de salinité).

Or, la fonte accrue des glaces polaires s'accompagne d'un apport d'eau douce augmenté dans ces régions, ce qui ralentit la circulation.

Une étude réalisée l'année dernière, basée sur les changements des températures de surface de la mer, a suggéré que le point de basculement de l'AMOC pourrait se produire entre 2025 et 2095. Toutefois, le Met Office britannique avait déclaré que des changements importants et rapides de l'AMOC étaient "très peu probables" au cours du XXI<sup>e</sup> siècle (*The Guardian*). Le débat n'est pas clos.

Aujourd'hui, une nouvelle étude (*Science Advances*, 9 février) pointe un "signe d'alerte clé" indiquant, selon ses auteurs, un "effondrement imminent de l'AMOC". Ce marqueur n'est autre que le flux d'eau douce à l'autre extrémité de l'océan Atlantique, à une latitude précise de 34 degrés sud (la latitude

à laquelle se trouve l'Afrique du Sud).

### Incertitude

Les relevés de sédiments effectués au cours des 100 000 dernières années suggèrent que l'AMOC s'est parfois arrêté brusquement, entraînant des changements climatiques majeurs en l'espace de quelques décennies. Or, l'équipe a constaté qu'environ 25 ans avant l'effondrement du courant, ce flux d'eau douce au niveau de la frontière sud de l'océan Atlantique atteignait un minimum.

Les scientifiques ne disposaient pas d'un historique suffisamment long d'observations des flux d'eau douce pour prédire la distance qui sépare l'AMOC d'un point de basculement, détaille *Live Science*.

"Nous [en] approchons, mais nous ne pouvons pas en déduire la distance qui nous en sépare", a confié à nos confrères René M. van Westen, de l'université d'Utrecht (Pays-Bas), premier auteur de l'étude.

Pour trouver ce point de basculement, les auteurs de la nouvelle étude ont simulé à l'aide de modèles climatiques une augmentation progressive du flux d'eau douce dans l'Atlantique Nord sur

plus de 2 000 ans.

Ils ont constaté une tendance négative prolongée du flux à la latitude 34 degrés sud, atteignant un minimum environ 25 ans avant l'effondrement de l'AMOC. Ce minimum n'est pas lié à une valeur de salinité spécifique, mais est plutôt relatif aux modèles, de sorte que les chercheurs ne sont pas sûrs de pouvoir comparer ces conditions à celles d'aujourd'hui, nuance *Live Science*. L'effondrement de l'AMOC a entraîné une absence totale de circulation et une perte d'environ 75 % du transport de chaleur du sud vers le nord.

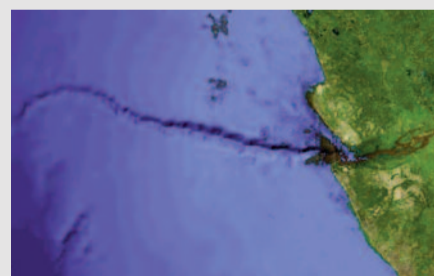
### Urgent d'enrayer le changement climatique

"Nous savons qu'avec le changement climatique, l'AMOC s'affaiblira progressivement et que ce paramètre [d'eau douce] deviendra plus négatif, ce qui déstabilisera davantage l'AMOC", résume en tout cas le chercheur. Le message, ajoute-t-il, est qu'il est urgent d'enrayer le changement climatique : "Notre société doit, à l'échelle mondiale, cesser d'émettre des gaz à effet de serre."

### Un canyon sous-marin géant se dévoile dans les fonds marins de la Méditerranée

Un canyon sous-marin de 10 km de large vient d'être découvert par des chercheurs israéliens dans le bassin du Levant. Il se serait creusé sous l'eau, peu de temps avant la crise de salinité messinienne.

Le débat a toujours été nécessaire aux avancées scientifiques. C'est ce qui pousse les chercheurs à tester des théories. Ils ne parviennent pas toujours à étayer leur point de vue, mais leurs recherches apportent à la science de nouveaux éléments. Des chercheurs israéliens ont ainsi découvert un canyon sous-marin de 10 km de large creusé dans les fonds marins de la



Méditerranée, rapporte une étude publiée en janvier 2024 dans la revue *Global and Planetary Change*. Le couloir a été forgé peu de temps avant que la mer ne s'assèche, il y a environ 6 millions d'années.

Ils l'ont surnommé le "canyon messinien d'Ératosthène", en référence au mont sous-marin situé à proximité. Dans une nouvelle étude, des chercheurs annoncent avoir découvert un

canyon de 10 km de large et de 500 m de profondeur au sud de Chypre, dans le bassin du Levant. En forme de U, il aurait été creusé au début de la crise de salinité messinienne, il y a entre 5,6 millions et 6 millions d'années.

### En cause ? Des courants de gravité denses

Cet événement géologique a profondément marqué l'histoire de la planète. "La totalité de la mer Méditerranée s'est transformée en un bassin hypersalin lorsque la porte d'entrée de Gibraltar vers l'océan Atlantique s'est rétrécie et que l'évaporation a dépassé l'apport d'eau douce", détaillent les chercheurs dans leur étude. De cette curiosité sont nés de nombreux canyons de 100 m de profondeur dans le bassin du Levant.

Selon les géologues, "une incision par des courants de gravité denses grattant et sculptant le fond marin en eau profonde" serait à l'origine du canyon messinien d'Ératosthène. "Alourdis de sel et de sédiments, ces courants se sont précipités plus vite que les eaux environnantes et ont progressivement creusé", décrit *Live Sciences* dans un article publié le 8 février 2024.

Des canyons en partie forgés sous l'eau. Cette découverte vient apporter un nouvel élément au débat animant les scientifiques depuis de nombreuses années : les ravins et les canyons messiniens se sont-ils formés au-dessus ou au-dessous de la surface de la mer ?

Une chose est maintenant certaine, au moins une partie de l'érosion des marges continentales s'est produite sous l'eau.

*Éternuements, nez qui coule... On peut aussi présenter des symptômes d'allergies en automne.*

## BIEN-ÊTRE

**E**t non, même en automne, les allergiques ne sont pas complètement tranquilles car certains pollens sévissent encore. Lesquels ? Que faire ? Faut-il encore prendre des médicaments ? Conseils de notre médecin allergologue.

**Quelles sont les allergies au pollen fréquentes en automne ?**

Un pic de pollen de graminées, beaucoup moins fort que celui du printemps mais suffisant pour provoquer des allergies, peut se produire jusqu'à fin septembre voire en octobre. L'automne marque également le retour des herbacées, notamment le plantain, l'armoise et l'ambroisie dans la région Rhône-Alpes, qui sont particulièrement allergisants. La météo de l'automne, qui alterne entre chaleur humide et froid sec, favorise la prolifération des pollens dans l'air.

**Quelles sont les autres causes d'allergies en automne ?**

► Les acariens : La principale allergie de l'automne est l'allergie aux acariens. Ces derniers se nichent dans la literie, la moquette, les tapis, les rideaux ainsi que dans les vêtements, et provoquent une irritation du nez, de la gorge et de la trachée. "L'automne est une période de reproduction pour les acariens qui prolifèrent dans la douceur et l'humidité. Ils se développent préférentiellement dans les intérieurs chauffés à plus de 19 degrés", indique le Dr Isabelle Bossé. Et pour cause, on a donc tendance à moins aérer lorsqu'il fait froid dehors.

► Les moisissures, qui se situent dans les endroits humides comme les salles de bains, les cuisines ou les caves, peuvent également provoquer des allergies. "Mais ce type d'allergie reste majoritairement l'apanage des maisons insalubres, et les moisissures les plus allergisantes sont celles de l'été qui se déve-



## Allergie d'automne : quels symptômes ?

loppent sur les cultures, la végétation, et qui sont mises en suspension dans l'air. À ce jour, il n'existe que deux allergènes en test cutané permettant de tester les moisissures. Généralement, l'allergie aux moisissures résulte d'un mélange d'acariens, de toxines mycologiques, ce n'est pas une allergie fréquente", nuance l'allergologue.

**Allergie aux acariens : symptômes, traitement, que faire ?**

Les acariens sont responsables d'environ 45 % des allergies. Démangeaisons, yeux qui piquent, toux, urticaire... Les symptômes se manifestent souvent quand on rallume le chauffage. Quels sont les signes caractéristiques de cette allergie ? Que faire ? Une désensibilisation ? Conseils pratiques.

**Quels sont les symptômes d'une allergie à l'automne ?**

Les symptômes d'une allergie à l'automne sont similaires à ceux du printemps : éternuements, nez qui coule, yeux qui grattent, nez bouché, toux, asthme. Néanmoins, il ne s'agit pas de crises violentes comme celles qui peuvent survenir au printemps lorsqu'il y a un pic de pollen. "Les signes cliniques s'inscrivent dans la chronicité, tous les matins et tous les soirs. Une allergie à l'automne peut également se traduire par de

l'asthme, associé ou non à une rhinite, auquel cas il s'agit plutôt d'asthmes nocturnes car les acariens se développent dans les lits. L'allergie se traduit alors par des toux nocturnes, le nez qui se bouche le soir et qui freine l'endormissement", détaille la spécialiste.

**Asthme "allergique" : c'est quoi, 4 symptômes typiques**

Toux, essoufflement... Dans 90% des cas, l'asthme est allergique car lié à un allergène. Quels sont les symptômes typiques ? Traitements, causes et conseils en cas de crises la nuit avec le Dr Olivier Michel, spécialiste en pneumo-allergologie.

**Comment soigner une allergie d'automne ?**

Au-delà des mesures de prévention au niveau de l'environnement, le traitement d'une allergie d'automne repose sur la prise d'antihistaminique sous forme de comprimés pour les adultes et de sirop pour les enfants. Des gouttes nasales et du collyre peuvent également être administrés en cas de symptômes au nez et aux yeux.

En cas de symptômes modérés à sévères qui perturbent le sommeil, une désensibilisation aux acariens est recommandée. "Ces traitements doivent être pris pendant 3 ans minimum. C'est le seul

traitement qui a le pouvoir de modifier le système immunitaire pour faire disparaître les symptômes et d'éviter de prendre des médicaments", continue la présidente du syndicat français des allergologues.

**Quelle prévention pour se prémunir d'une allergie de l'automne ?**

Plusieurs mesures peuvent être prises au niveau de l'environnement pour se prémunir d'une allergie à l'automne : Remplacer la literie si elle est trop ancienne, l'isoler par des housses et taies d'oreiller médicales spécifiquement anti-acariens qui empêchent les acariens de passer vers le dormeur. Faire le ménage régulièrement.

Aérer 20 minutes matin et soir.

Laver les draps souvent à 60°.

Éviter d'accumuler les tapis, coussins etc, qui sont des réservoirs secondaires à acariens. Le réservoir principal c'est la literie, même s'il y en a aussi dans les canapés, les coussins, les plaid.

Ne pas chauffer à plus de 18° la chambre et les pièces de vie à 19°.

Éviter que les animaux rentrent dans les chambres.

Ne pas utiliser de bombe anti-acariens. Il est préférable d'aérer et de mettre du bicarbonate de soude.

Aspirer le matelas avec un bon aspirateur.

**Mauvaise haleine : tout le temps, aliments, que faire ?**



**LA MAUVAISE** haleine (qu'on appelle halitose) peut être gênante au quotidien voire honteuse.

C'est souvent dû à une affection des dents, des gencives ou de la langue "qu'on a tendance à négliger lors du brossage".

L'halitose est le nom médical que l'on donne à la mauvaise haleine, provoquant une forte odeur sortant de la bouche, lors de l'expiration ou lors d'une discussion.

La mauvaise haleine provient des composés sulfurés volatils (CVS) qui se forment dans la bouche lorsque les débris alimentaires se décomposent. "Si les dents et la langue ne sont pas correctement brossées, les débris alimentaires peuvent rester nichés dans la cavité buccale et macérer, ce qui favorise la prolifération de bactéries et la production de ces composés sulfurés volatils, responsables de la mauvaise haleine"

**Symptômes pour savoir si on a mauvaise haleine**

Une langue saine doit être de couleur rose clair.

"Les personnes souffrant d'halitose ne s'en rendent pas forcément compte,

d'où la difficulté de mettre en place des solutions adaptées, indique le Dr Binhas. L'un des premiers signaux d'alerte : l'enduit lingual, qui correspond à un dépôt blanchâtre sur le dessus de la langue". Une langue saine doit être de couleur rose clair, si elle est blanchâtre, c'est qu'elle n'est pas suffisamment bien brossée et il y a un risque de prolifération bactérienne. S'il y a d'autres symptômes comme des douleurs ou des saignements, c'est peut être le signe d'une maladie des dents ou des gencives (gingivite, parodontite) et il faut consulter un dentiste sans laisser traîner.

**Traitements et solutions**

Chez l'adulte comme chez l'enfant, une bonne hygiène bucco-dentaire permet de réduire significativement le risque d'halitose. On conseille de consulter un dentiste au minimum une fois par an pour qu'il effectue un détartrage et qu'il

vérifie l'absence d'affections bucco-dentaires. Si le dentiste ne trouve pas de causes intra-buccales, il vous orientera vers un médecin (un gastro-entérologue par exemple) pour faire d'autres examens. Il existe de multiples causes à la mauvaise haleine qu'il faudra traiter : infections du nez et de la gorge (angines, rhinites, sinusites...), problèmes digestifs (reflux gastro-oesophagien, hyperacidité gastrique infection pulmonaire...).

**Les meilleurs bains de bouche contre la mauvaise haleine**

Utiliser sur une courte période (deux semaines maximum sans un avis médical) un bain de bouche à base de chlorhexidine (disponible sans ordonnance, à n'utiliser que chez les enfants de plus de 6 ans et les adultes) qui est un antibactérien efficace ; ou le bain de bouche CB12

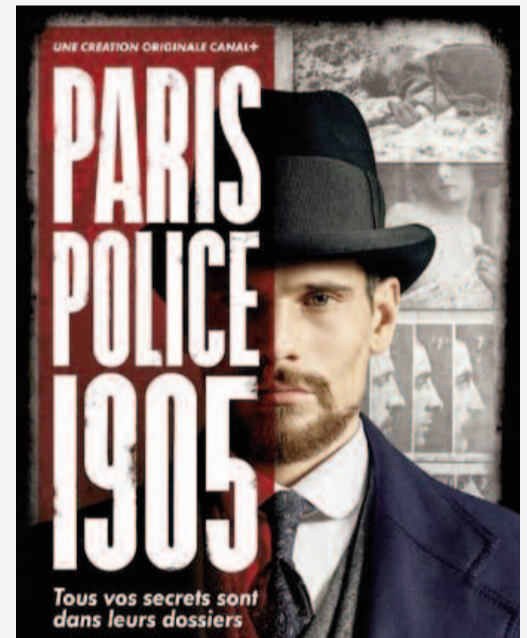




## télévision

### PROGRAMME DU JOUR

- 20h00** Série policière ,France 2023 **TFI**  
Léo Matteï, brigade des mineurs
- 21h00** Magazine d'information - France **2**  
Envoyé spécial
- 20h00** Jeu France , 2024 **4**  
Pékin express
- 20h00** Série policière États-Unis - 2023 **CANAL+**  
Fargo
- 20h00** Football : **WE**  
Ligue Europa Saison 2023  
Lens / Fribourg
- 21h00** Cinéma Thriller **CINE + PREMIER**  
Chine - 2021  
Are You Lonesome Tonight ?
- 21h00** Comédie **6ter**  
France - Belgique 2015  
Les nouvelles aventures d'Aladin
- 20h00** Film policier, États-Unis 2012 **CINE + PREMIER**  
End of Watch
- 21h20** Magazine de société 2024 **C8**  
Y'a que la vérité qui compte
- 20h00** Comédie , France 2023 **CINEMA**  
Pour l'honneur
- 21h00** Cinéma Comédie **CINE + FAMIZ**  
France - 2002  
Seuls two
- 21h00** Cinéma Thriller **TMC**  
Emirats arabes unis - Etats-Unis, 2011  
Contagion



Série dramatique France , 2022  
Saison 1 Épisode 3

### Paris Police 1905

Adolphe Steinheil n'ose pas avouer à sa famille qu'il souffre de la syphilis. Il tente de mettre fin à ses jours dans sa chambre, mais le médecin parvient à le sauver. Pendant ce temps, l'inspecteur Jouin parvient à identifier le cadavre du Bois de Boulogne grâce au fichier des empreintes de mis en place par Bertillon. Il s'agit de Paul Sétiné connu des services de police et impliqué dans une affaire de meurtre non résolue.

**23h07**  
Série dramatique France , 2022  
Saison 1 Épisode 4

### Paris Police 1905

Le préfet Lépine annonce personnellement à Marguerite son intention de démissionner. L'enquête sur la mort de Paul Sétiné dérange plusieurs policiers de la brigade des moeurs.

| HORAIRES DES PRIÈRES | ANNABA |       |       |         |       | CONSTANTINE |       |       |         |       | ALGER |       |       |         |       | OUARGLA |       |       |         |       | CHLEF |       |       |         |       | MOSTAGANEM |       |       |         |       | ORAN  |       |       |       |       |
|----------------------|--------|-------|-------|---------|-------|-------------|-------|-------|---------|-------|-------|-------|-------|---------|-------|---------|-------|-------|---------|-------|-------|-------|-------|---------|-------|------------|-------|-------|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
|                      | Fadjr  | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr       | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr   | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr      | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  |       |       |       |       |       |
|                      | 05:44  | 12:43 | 15:44 | 18:09   | 19:33 | 05:48       | 12:48 | 15:49 | 18:14   | 19:38 | 06:02 | 13:02 | 16:04 | 18:29   | 19:52 | 05:52   | 12:53 | 16:00 | 18:25   | 19:44 | 06:09 | 13:09 | 16:11 | 18:35   | 19:59 | 06:14      | 13:14 | 16:16 | 18:40   | 20:04 | 06:17 | 13:17 | 16:19 | 18:44 | 20:07 |

LE JEUNE

N° 7818 — JEUDI 15 FÉVRIER 2024

# INDÉPENDANT

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net



|             | Maximales | Minimales |
|-------------|-----------|-----------|
| Alger       | 24°       | 13°       |
| Oran        | 21°       | 13°       |
| Constantine | 23°       | 4°        |
| Ouargla     | 23°       | 9°        |

CRIMES SIONISTES À GAZA

## La Norvège appelle à l'unité humanitaire

*La crise humanitaire dans la bande de Gaza continue d'interpeller la communauté internationale, ainsi que les Nations Unies et ses organismes. En dépit des suspensions par certains pays des financements de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), la Norvège reste ferme dans son engagement à alléger les souffrances de la population de Gaza. C'est ce qu'a indiqué hier l'ambassade de Norvège en Algérie.*

Les habitants de Gaza fuient non seulement les bombardements israéliens et les affrontements militaires, mais sont également confrontés au manque d'installations médicales, d'eau potable, à une malnutrition croissante et au risque imminent de famine, comme l'a prévenu l'ONU, a ajouté la même source.

Dans une déclaration officielle, Oslo estime que «tout au long des quatre mois de guerre contre Gaza, la Norvège a pris très tôt position parmi les nations occidentales, plaidant en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire soutenu et durable. Nous sommes heureux de voir davantage de pays se rallier à cette cause».

Consciente que les solutions politiques prennent du temps, la Norvège a appelé à une augmentation radicale des efforts humanitaires, en mettant l'accent à la fois sur la quantité et la qualité, sur l'efficacité et sur l'accès. «La nécessité de renforcer l'aide humanitaire a également été stipulée dans l'ordonnance de la Cour internationale de Justice qui a souligné qu'Israël doit prendre des mesures immédiates et efficaces pour faciliter les services de base et l'assistance humanitaire à la population de Gaza», ajoute encore la déclaration. Pour la Norvège, «alors que tous les efforts et les réalités sur le terrain poussent à fournir



avant d'aide, des inquiétudes croissantes naissent de la décision d'au moins 15 pays, dont les États-Unis, de suspendre le financement de l'UNRWA. Cette décision a de graves répercussions dans une période de détresse humanitaire extrême». Selon le diplomate, l'UNRWA constitue la principale bouée de sauvetage pour près de 2 millions de Gazaouis et des millions de réfugiés palestiniens en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie. Même si la Norvège reconnaît la gravité des allégations portées contre 12 membres du personnel de l'UNRWA à Gaza, sur un total de 13 000, elle

salue la décision de l'organisation d'enquêter. Une transparence totale est attendue.

La Norvège maintient une politique de tolérance zéro pour de tels actes, soulignant que des millions de personnes ne devraient pas être collectivement punies pour les actes présumés de quelques-uns.

En tant que donateur majeur de l'UNRWA et président du groupe international de donateurs pour la Palestine, le Comité de liaison ad hoc (AHLC), la Norvège a décidé de maintenir son financement qui s'élevait à 45 millions de dollars l'année dernière et a déjà débloqué environ

26 millions de dollars ce mois-ci. L'organisation opère dans des conditions extrêmes et connaît d'importantes pertes matérielles et humaines, dont plus de 150 parmi ses collaborateurs tués. La Norvège reconnaît qu'elle ne peut pas soutenir seule ses opérations, avec quelques autres donateurs qui ont maintenu une position similaire, face aux horreurs à Gaza.

La Norvège exhorte donc la communauté internationale, en particulier les pays qui ont suspendu ou gelé leur financement, à revenir sur leur décision. Cet appel souligne un engagement non seulement en faveur d'une mission humanitaire partagée mais également envers les réfugiés palestiniens en Cisjordanie, notamment à Jérusalem-Est, au Liban, en Syrie et en Jordanie. «Nous soulignons l'urgence et le caractère critique de la situation, dans la mesure où une cessation des paiements pourrait déstabiliser davantage une région déjà instable. Le Liban est particulièrement préoccupant, frappé par de multiples crises et confronté à un débordement du conflit jusqu'à sa frontière sud, avec plus de 170 morts et 86 000 déplacés» souligne encore la déclaration.

Oslo estime «qu'abandonner le peuple palestinien n'est pas une option à ce moment critique».

Hachemi B.

### GAZ NATUREL ET ÉLECTRICITÉ

Plusieurs opérations de raccordement à Tizi Ouzou

LA SONELGAZ poursuit ses opérations de raccordement au gaz naturel et en électricité d'une façon régulière, a indiqué un communiqué de cellule de communication de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (DDEG). En application des programmes établis dans le cadre de l'accompagnement des différentes formules de raccordement en énergie, ses services ont raccordé durant l'année 2023, 4 990 logements de formules AADL, OPGI, FNPOS et ENPI en électricité et en gaz à travers les différentes communes de la wilaya. «En concrétisation du programme du président de la République qui prévoit l'amélioration du taux de raccordement en électricité et en gaz, 1 127 foyers ont été raccordés en électricité et 2 973 foyers ont été raccordés en gaz naturel, durant l'année précédente».

L'auteur du communiqué précise que ces foyers raccordés en énergie dans le cadre du programme de l'état sont «des rajouts aux mises en services effectuées auparavant, vue que 65 communes sur 67 de la wilaya ont été déjà raccordées avant, et le taux de raccordement en gaz dans la wilaya est de 93%, et 87% en électricité». Par ailleurs, dans le cadre de la prise en charge des zones d'ombres, 516 foyers ont été raccordés en électricité, et 244 foyers en gaz naturel. «A cet effet, note encore le communiqué, la direction de distribution de Tizi Ouzou, a enregistré un apport clients nouveaux de 11 695 foyers en électricité, et 10 499 foyers en gaz naturel, ce qui porte un nombre total de clients à 463 309 en électricité, et 303 819 en gaz naturel». Sur le plan de la mise en œuvre du programme tracé par les pouvoirs publics et en application des instructions de la direction générale de la Sonelgaz, le communiqué renseigne que les services la DD de Tizi Ouzou, a raccordé 294 Exploitations agricoles en énergie électrique, sur une longueur de réseau de 75.30 km, pour une enveloppe financière estimée à 25.4 milliards de centime. Enfin la cellule de communication de la DD de Tizi Ouzou souligne que dans le cadre de la contribution au développement local de la wilaya, la Sonelgaz distribution s'est engagée à accompagner les investisseurs à travers la wilaya. Dans ce contexte, la DD a accompagné au cours de l'année d'exercice 2023, 44 investisseurs en électricité et 20 investisseurs en gaz naturel et l'investissement a été d'un montant estimé à 13.8 milliards de centimes.

De notre bureau, Saïd Tisseguine

6<sup>e</sup> RÉGION MILITAIRE

## Reddition de deux terroristes

DEUX terroristes, qui actaient dans la région du Sahel, se sont rendus et un autre a été capturé en 6<sup>e</sup> région militaire, a indiqué hier, le ministère de la Défense nationale dans un bilan opérationnel des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire.

«Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont exécuté, durant la période du 07 au 13 février 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national», a précisé la source.

Dans le cadre de «la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des unités de l'Armée Nationale Populaire, les terroristes dénommés A.Tahar et T. Sid Ahmed, se sont rendus aux autorités militaires en 6<sup>e</sup> Région militaire, en leur possession 2 pistolets mitrailleurs

de type Kalachnikov et une quantité de munitions, tandis que le terroriste dénommé K. Ahmed a été capturé au niveau de la même Région militaire. Lesdits terroristes actaient dans des groupes terroristes au Sahel», est-il souligné dans le même communiqué.

Dans le même contexte, «des détachements ont arrêté 22 éléments de soutien aux groupes terroristes, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national». Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotraffic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 35 narcotrafiquants dont un marocain arrêté, à Béchar, en sa possession 207 kilogrammes de kif traité et une arme à feu. De même, 138 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, et 82998 comprimés psychotropes ont été saisis», ajoute le communiqué.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont arrêté 230 individus et saisi 36 véhicules, 99 groupes électrogènes, 76 marteaux piqueurs, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite.

De même, 30 autres individus ont été interceptés et 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 10 fusils de chasse, 3 pistolets automatiques, 18 311 litres de carburants, 33 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation, 53 quintaux de tabacs et 13 836 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national.

Par ailleurs, es Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de 28 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 279 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national.

S. N.